



الجامعة التونسية لشركات التأمين
Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Le Marché Tunisien DES ASSURANCES EN **2024**

Tunisian Insurance MARKET IN **2024**



L' ASSURANCE TUNISIENNE en 2024

SOMMAIRE

Introduction

A. Le marché tunisien des assurances	6
B. Les données clés du secteur	6
C. Le cadre institutionnel	8

Première Partie

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A. Les primes Emises	26
B. Les sinistres réglés	26
C. Les frais de gestion	26
D. Les résultats techniques nets	27

II- LA RÉASSURANCE

1. Les acceptations	28
2. Les cessions	30
3. Les rétrocessions	31
4. Les opérations de réassurance effectuées par Tunis-Re	32

III- L' ACTIVITÉ GLOBALE (ASSURANCES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)

A. Les primes	34
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques	37
C. Les frais de gestion	38
D. Les résultats techniques	39
E. Les fonds propres, les placements & les revenus financiers	40

Deuxième Partie

A . Analyse Non vie & Vie	44
B. Analyse par branche	47
I. L' Assurance automobile	47
II. L' Assurance groupe maladie	53
III. L' Assurance transport	57
IV. L' Assurance incendie	61
V. L' Assurance des risques techniques et divers	65
VI. L' Assurance crédit	69
VII. L' Assurance agricole	72
VIII. L' Assurance vie	76

Annexes

Chiffres d'affaires par branche et par entreprise en 2024	82
Sinistres réglés par branche et par entreprise en 2024	83
Compte d'exploitation par branche (non vie et vie) en 2024	84
Compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations) en 2024	85
Tunisian insurance market in 2024	86
Liste des entreprises d'assurances & de réassurances	93

- Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2022–2023 et 2024 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances et à partir des états publiés sur le site du conseil du marché financier CMF.
- Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance sont régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues.

INTRODUCTION

- A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES
- B. LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR
- C. LE CADRE INSTITUTIONNEL

INTRODUCTION

A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2024, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 3 819,632 MD en 2024 contre 3 445,888 MD en 2023, soit une augmentation de 10,85 %.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 19,94 % passant de 1 856,785 MD en 2023 à 2 227 ,096 MD en 2024.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 854,599 MD en 2024 contre 787,439 MD en 2023, soit une augmentation de 8,53 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 9,31 % en 2024 passant de 8 105,462 MD en 2023 à 8 860,244 MD en 2024.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 10 033 811 MD en 2024 contre 9 188,972 MD en 2023, soit un taux de croissance de 9,19 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2024, Il dégage un excédent de 338,657 MD contre un excédent de 272,162 MD en 2023.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2024 un bénéfice de 319,165 MD contre un bénéfice de 277,321 MD en 2023.

B. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR



	2023	2024	Ev. 24/23 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	3 428 948 423	3 804 563 609	10,95
Acceptations	16 940 003	15 068 734	-11,05
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptations)	3 445 888 426	3 819 632 343	10,85
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	1 845 224 417	2 217 615 946	20,18
Sinistres Réglés (Acceptations)	11 560 765	9 479 808	-18,00
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	1 856 785 182	2 227 095 754	19,94
Frais de Gestion (Affaires Directes)	784 183 614	850 438 513	8,45
Frais de Gestion (Acceptations)	3 255 108	4 160 396	27,81
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	787 438 722	854 598 909	8,53
Provisions Techniques	8 105 462 202	8 860 244 220	9,31
Cessions et Rétrocessions	576 520 113	615 681 752	6,79
Placements	9 188 972 437	10 033 810 862	9,19
Solde Financier	520 980 051	587 396 267	12,75
Solde de réassurance (résultats des cessions)	-170 836 461	-258 838 459	51,51
Résultat Technique	272 162 299	338 656 881	24,43
Résultat aux Bilans	277 321 012	319 656 881	15,09

C. CADRE INSTITUTIONNEL

1. CODE D'ASSURANCES

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2. LE CONTRAT D'ASSURANCE EN GÉNÉRAL

A/ Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993, fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3. LES ASSURANCES OBLIGATOIRES

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatives à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (articles 110 à 176 du code des assurances).
- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des

médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance (Carte verte et carte orange).
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances aux utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans l'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-880 du 23 juillet 2015(article 5).
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 31 décembre 2015.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et des membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.
- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention fixant les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime, et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel et des médecins légistes.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).
- Article 55 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 ayant instauré la : non exigibilité des taxes dues sur les véhicules automobiles en cas de justification de leur nom circulation.
- Article 56 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Amélioration du recouvrement des taxes de circulation.
- Article 89 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : prorogeant les délais de paiement des taxes de circulation pour les véhicules destinés à la location et les véhicules acquis dans le cadre des contrats d'ijora ou de leasing.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 01-2015 du 25 Décembre 2015 relatif à la création d'une Base de Données au niveau du CGA pour l'application du système «Bonus-Malus» du tarif de l'assurance responsabilité civile des propriétaires des véhicules terrestres à moteur.
- Décret gouvernemental n°2016-292 du 01 mars 2016, modifiant le décret n°2000-146 du 24 janvier 2000, relatif à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique.
- Arrêté du ministre des finances du 16 février 2016, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.
- Arrête du ministre de la justice du 12 octobre 2017, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évolution du dommage corporel.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.

- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière de la caisse nationale d'assurance maladie et ses modalités de fonctionnement.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.
- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.

- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, Procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 de la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation de l'avenant n°5 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n°1 de la Convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation du membre ? des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaires à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres de la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E- L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F- L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément

G- L'assurance de responsabilité professionnelle

- Campements de tourisme : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- L'hébergement touristique à temps partagé : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).
- L'agent immobilier : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier ;

- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- Commerçants des ascenseurs : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- Commission de délivrance des licences des Agences de voyage : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- Etablissements sanitaires privés : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- Transitaires : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et par l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010 fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue par l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Les entreprises produisant, transportant ou gérant les déchets : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- Les établissements privés de protection des personnes âgées : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels.
- Centre d'hémodialyse : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif pour l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- Les sociétés professionnelles d'avocats : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).
- Activités dans les ports maritimes et commerciaux : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes abrogeant la Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux.
- Commerce électronique : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- Cahier des charges des fournisseurs de services de certification électronique : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de l'activité de fournisseur de services de certification électronique.
- Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier de charge).
- Les établissements touristiques d'animation musicale : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- La représentation des sociétés étrangères de classification de navires : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification de navires.
- Ravitailleur de navires : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession de pilote.

- Expert maritime : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- Consignataire de navires : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de navires.
- Consignataire de la cargaison : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de la cargaison.
- L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession d'assistance, de sauvetage et de remorquage en mer.
- La gestion des navires de commerce : arrête du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- Les professions maritimes : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue à l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.
- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. LES AUTRES ASSURANCES

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance vie.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°01/2016 relative à l'assurance vie et à la capitalisation.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°04/18 du 17 Octobre 2018 fixant les spécifications obligatoires à insérer au niveau des Notes techniques relatives aux contrats d'assurance Vie et de Capitalisation.
- Règlement CGA n°04/18 du 17 Octobre 2018 fixant les spécifications obligatoires à insérer au niveau des Notes techniques relatives aux contrats d'assurance Vie et de Capitalisation
- Règlement CGA n°03/2022 du 11 novembre 2022 portant organisation des contrats d'assurances collectifs, des conventions cadres et des conventions bilatérales.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés au code des assurances Tunisien par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et créant la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur (COTUNACE).

- Loi n° 2019-36 du 16 avril 2019, modifiant la loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.

- Décret gouvernemental n° 2019-889 du 17 octobre 2019, fixant les conditions de couverture et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition, la création de la commission stratégique des préfinancements des exportations et les conditions de son fonctionnement.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).

- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989, le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.

- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.

- Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles : crée par l'article 17 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 par la loi de finances pour l'année 2018.

- Décret gouvernemental n° 2018-729 du 16 août 2018, fixant la liste des produits soumis à la taxe de solidarité due au profit du fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles.

- Décret gouvernemental n°2018-820 du 09 octobre 2018, fixant les zones des grandes cultures endommagées en raison de la sécheresse pour la saison agricole 2017-2018.

- Décret gouvernemental n° 2018-821 du 9 octobre 2018, fixant les activités concernées par les interventions du fonds d'indemnisation des dommages agricoles dus aux catastrophes naturelles, les modalités de sa conduite et les conditions de son intervention.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances par l'insertion d'un 7ème titre relatif à « l'assurance Takaful » : articles 201 à 217.

5.LES PROFESSIONS D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : (articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.

- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60, 61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.

- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.

- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.

- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011 et du 03 mars 2012 et de 01 mars 2016.

- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code

des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.

- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurances et de réassurances, prévus à l'article 60 (nouveau) du code des assurances.
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2016 du 13 Juillet 2016 fixant les règles de la bonne gouvernance et de gestion dans les sociétés d'assurance et de réassurance.
- Articles 52 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 instituant une taxe conjoncturelle au profit du budget de l'état pour les années 2018 et 2019.
- Articles 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : instituant une contribution sociale de solidarité.

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.
- Les articles 69, 70,76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71,75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Règlement du Comité Général des Assurances n°1/19 du 29 avril 2019 fixant les procédures de retrait d'agrément accordé pour exercer la profession d'intermédiaire d'assurance
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 4 mai 2021 complétant l'arrêté du 8 aout 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- Les articles 82, 83,88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86,87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.

6. LES AUTRES ORGANISMES D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n°2011-789 du 24 juin 2011, le décret n°2011-4651 du 06 décembre 2011et par le décret gouvernemental n° 2018-1050 du 17 décembre 2018(La contribution des assurés est fixée à trois dinars au titre de chaque attestation d'assurance).
- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue à l'article 3 du décret n°2002- 418 du 14 février 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant les membres à la commission de garantie des assurés.
- Loi n° 2019-24 du 12 mars 2019 relative à l'indemnisation des dommages causés aux institutions économiques suite inondations.
- Décret gouvernemental n ° 2019-614 du 12 juillet 2019 relatif à la délimitation des régions et de la période couverte par l'indemnisation, les formules et procédures d'intervention du fond de garantie des assurés et les conditions d'octroi de l'indemnisation prévues par la loi n ° 24 de 2019 du 12 mars 2019 relative à la réparation des dommages aux institutions économiques suite aux inondations.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.
- Articles 28 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : soumission des assurances mutuelles à l'impôt sur les sociétés.

7. L'ORGANISATION DE LA PROFESSION

A-Le comité général des assurances : Autorité de contrôle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances : insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n ° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n ° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n ° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances

prévues à l'article 196 du code des assurances.

- Décret n° 2008-2047 du 2 juin 2008 fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue à l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2012-629 du 13 juin 2012.
- Décret n° 2008-2553 du 7 juillet 2008 fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-220 du 21 mai 2015(article 1).
- Décret n° 2008-2730 du 4 août 2008 portant nomination des membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009 modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret gouvernemental n° 2019-1139 du 3 décembre 2019, modifiant et complétant le décret n° 2011-668 du 23 mai 2011 portant statut particulier du personnel du Comite General des Assurances.
- Décret gouvernemental n° 2021-506 du 25 juin 2021, portant fixation de l'organigramme du Comite General des Assurances.

B-L'Association Professionnelle des Entreprises d'Assurances (Titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002).
- Article 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008).

C-Le Conseil National des Assurances et la Commission Consultative des Assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 et 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. LE RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre, promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances), ajoutés par l'article 34 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 47 de la loi de finances n°2001-123 du 28 décembre 2001 et modifié par l'article 24-5 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à la déduction des cotisations payées par les employeurs dans le cadre des contrats collectifs assurance-vie et de capitalisation.
- Article 44 de la loi de finances n°2003-80 du 29 décembre 2003 et modifié par l'article 24-6 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à l'exonération du paiement de l'impôt des sommes payées dans le cadre de l'exécution des contrats d'assurance vie.
- Article 12 de la loi de finances n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.
- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives

à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.

•Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :

- Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.
- Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurances vie collectives de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.

•Décret n° 2003- 1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.

•Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurances aux intermédiaires en assurance. Article 44 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération des rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie, de l'impôt sur le revenu.

•Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.

•Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.

•Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.

•Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).

•Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.

•Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur le revenu (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux à ce titre).

•Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2ème, 3ème et 4ème alinéa du paragraphe I, les dispositions du 1ère et 2ème alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).

•Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. (Extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes)

•R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises économiques en difficultés à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.

•Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010, ajoutant au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.

•Articles 41 et de la loi n°2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi de finances pour l'année 2011, modifiant les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus-value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).

•Articles 42 de la loi n°2012-1 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et élargissement de leur champ d'application.

•Article 24 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long

terme en matière d'assurance vie : excluant des impôts, les primes de réassurance rétrocédées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance –vie.Article 48 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018 relatives à l'actualisation du tarif de la taxe unique sur les assurances.
- Articles 27 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2018 : encouragement de l'épargne à long et moyen terme via les comptes d'épargne pour l'investissement et les contrats d'assurance vie et les contrats de capitalisation.
- Article 14 paragraphe 3 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019 révisant les taux de l'impôt sur les sociétés :35% pour les compagnies d'assurance et de réassurance y compris les assurances mutuelles.
- Article 87 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019, instaurant des mesures pour le traitement du déficit des caisses sociales : contribution exceptionnelle des sociétés d'assurance de 1% des transactions déclarées, au profit des caisses sociales.

9. LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME :

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, tel que modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 28 février 2003, portant promulgation du barème des honoraires des auditeurs des comptes des entreprises de Tunisie, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle, signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007 portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007 portant nomination des membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n ° 2009-64 du 12 août 2009 portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résidents.
- Loi n ° 2009-66 du 12 août 2009 modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n°2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n ° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 prévoit l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n ° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de micro finance, modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014, le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 et le décret gouvernemental n°2018-12 du 10 janvier 2018.

- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012 fixant le montant maximum du micro crédit et les conditions de son octroi.
- Décret-loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoir et de biens, meuble et immeubles.
- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instaurant un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 aout 2013.
- Décret n°2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis de la société Ivoirienne de réassurance « AVENI RE » travaillant essentiellement avec les non-résidents.
- Décret n°2013-4521 du 19 septembre 2013 relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résidente « Best RE » en Tunisie.
- Décret n°2014-967 du 24 janvier 2014 portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'une filiale non résidente de la société Nigérienne de réassurance « Continental Réassurance ».
- Article 25 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Instituant un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
- Article 16 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : Adaptation du régime fiscal aux spécificités des mécanismes de la finance islamique.
- Loi organique n°2015-26 du 07 aout 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent : elle à abrogée les dispositions de la loi n°2003-75 du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n°2009-65 du 12 aout 2009.
- Décret gouvernemental n°2015-1777 du 25 novembre 2015, portant organisation de la commission nationale de la lutte contre le terrorisme et ses modalités de son fonctionnement.
- Loi n°2015-36 du 15 septembre 2015 relative à la réorganisation de la concurrence et des prix.
- Arrêté du ministre de la justice du 25 mars 2016, fixant les spécialités des experts judiciaires.
- Arrêté du ministre de la justice du 22 avril 2016, fixant le plafond des avocats désignés par les organismes publics.
- Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre du commerce du 22 avril 2016 fixant les honoraires des avocats chargés de la représentation des organismes publics.
- Arrêté du ministre des finances du 1er mars 2016 portant fixation des montants prévus aux articles 100, 107, 108, 114 et 140 de loi n°2015-26 du 07 aout 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.
- Décret gouvernemental n°2017-334 du 1er mars 2017, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'une succursale de la société de réassurance « CICA RE ».
- Loi 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre National des Entreprises.
- Décret gouvernemental n° 2018-1 du 4 janvier 2018 relatif aux procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme.
- Décret gouvernemental n° 2018-579 du 22 juin 2018 relatif à l'émission des sukuk islamiques au profit des institutions du secteur privé.
- Décret gouvernemental n° 2018-589 du 11 juillet 2018portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « SEN-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1205 du 24 décembre 2019, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « WAICA-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1206 du 24 décembre 2019 annulant la convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « Bupa-International ».
- Loi organique n°2019-09 du 23 janvier 2019 modifiant et complétant la loi organique n°2015-26 du 07 aout 2015 relative à la lutte

contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent.

•Décret gouvernemental n ° 54 de 2019 du 21 janvier 2019, fixant les mécanismes et les critères de détermination des véritables bénéficiaires.

•Décret gouvernemental n ° 2019-419 du 17 mai 2019 fixant les modalités de mise en œuvre des décisions rendues par les instances compétentes de l'ONU relatives à la prévention du financement du terrorisme et à la prévention du financement de la prolifération des armes de destruction massive.

• Décret-loi du Chef du Gouvernement 30 du 10 juin 2020, portant des mesures de soutien des bases de solidarité nationale et l'assistance des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la Coronavirus.

PREMIERE PARTIE

- I. LES ASSURANCES DIRECTES
- II. LA RÉASSURANCE
- III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFF.DIR & ACCEPTATIONS)

PREMIERE PARTIE

I. LES ASSURANCES DIRECTES

A- Primes Emises

Le montant des primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 3 804,564 MD en 2024 contre 3 428,948 MD en 2023 et 3 170,597 MD en 2022, soit une progression de 10,95 % en 2024 contre 8,15 % en 2023 et de 12,36 % en 2022.

Les entreprises privées spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE, ATTIJARI ASSURANCES, LLOYD VIE et UIB Assurances ont réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de 609,566 MD contre 500,516 MD en 2023 et 461,564 MD en 2022, soit une augmentation de 21,79 %.

B- Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 2 217,616 MD en 2024 contre 1 845,224 MD en 2023 et 1 735,599 MD en 2022 soit une augmentation de 20,18 % en 2024.

C- Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 850,439 MD en 2024 contre 784,184 MD en 2023 et 729,987 MD en 2022, soit une progression de 8,45 % en 2024. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 22,35 % en 2024 contre 22,87% en 2023 et 23,03% en 2022.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 534,032 MD en 2024 contre 498,661 MD en 2023 et 435,168 MD en 2022, soit une progression de 7,09 % en 2024.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 14,04 % en 2024 contre 14,54 % en 2023 et 13,73% en 2022.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 316,407 MD en 2024 (8,32 % des primes émises des affaires directes) contre à 285,522 MD en 2023 (8,33 % des primes émises des affaires directes) 294,819 MD en 2022 (9,30% des primes émises des affaires directes).

Evolution des frais de gestion affaires directes

En DT

Libellés	Montant	2023		2024	
		En % des primes émises	Taux de croissance %	Montant	En % des primes émises
Frais d'acquisition	498 661 319	14,54	14,59	534 031 851	14,04
Autres charges de gestion nettes	285 522 295	8,33	-3,15	316 406 662	8,32
Frais de gestion	784 183 614	22,87	7,42	850 438 513	22,35
					8,45

D- Résultats techniques nets (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 859,215 MD en 2024 contre un excédent de 698,836MD en 2023 et un excédent de 723,289 MD en 2022.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 729,987 MD en 2022 à 784,184 MD en 2023 et à 850,439 MD en 2024.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 586,401 MD en 2024 contre 519,901 MD en 2023 et 425,766 MD en 2022, soit une hausse de 1,04 % en 2024.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 257,209 MD en 2024 contre un déficit de 164,789 MD en 2023 et un déficit de 205,493 MD en 2022.

D.5. Résultat Technique Net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 337,969 MD en 2024 (8,88% des primes émises des affaires directes) contre un excédent 269,764 MD en 2023 (7,87% des primes émises des affaires directes) et un excédent 213,575 MD en 2022 (6,74% des primes émises des affaires directes).

II. LA RÉASSURANCE

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

1. Les Acceptations :

A. Les primes Acceptées :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2024 à 15,069 MD contre 16,940 MD en 2023 et 14,357 MD en 2022. Les acceptations en 2024 représentent 0,40% du chiffre d'affaires total contre 0,49% en 2023 et 0,45 % en 2022.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2022	14,357	27,30	0,45
2023	16,940	17,99	0,49
2024	15,069	-11,05	0,40

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2024 au titre des acceptations atteignent 9,480 MD contre 11,561 MD en 2023 et 4,615 MD en 2022 enregistrant ainsi une baisse de 18 % par rapport à 2023.

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de 4,269 MD en 2022 et de 4,347 MD en 2023 à 0,404 MD en 2024.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistre aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion, s'est détériore de 23,83 passant de 40,45% en 2023 à 64,28 % en 2024.

En MD

	2022	2023	Variation en %	2024	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	4,615	11,561	150,49	9,480	-1,00
- Variation de provision pour sinistres à payer	4,269	4,347	-20,83	0,404	-109,29
- Charge de sinistres	8,884	7,214	-18,80	9,884	37,02
- Primes acquises	13,539	17,835	31,73	15,377	-13,78
- Rapport sinistres aux primes acquises en %	65,62	40,45	-25,18	64,28	23,83

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 4,160 MD en 2024 contre 3,255 MD en 2023 et 2,107 MD en 2022 soit une hausse de 27,81% en 2024.

En 2024, les frais de gestion représentent 27,61 % des primes acceptées contre 19,22 % en 2023 et 14,67 % en 2022.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion

En MD

	2022			2023			2024		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	1,708	11,90	33,43	2,159	12,75	26,42	2,918	19,36	35,13
Autres charges de Gestion nettes	0,399	2,78	-68,41	1,096	6,47	174,95	1,243	8,25	13,40
Frais de gestion	2,107	14,67	-17,15	3,255	19,22	54,49	4,160	27,61	27,81

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acceptées s'élève à 65,59 % en 2024 contre 61,80 % en 2023 et 80,29 % en 2022. Ainsi le rapport sinistre aux primes acceptées frais de gestion compris s'est détérioré de 3,79 %.

D. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 5,483 MD en 2024 contre 10,622 MD en 2023 et 4,625 MD en 2022. Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 2,107 MD en 2022 et 3,255 MD en 2023 à 4,160 MD en 2024.

La branche acceptation dégage en 2024 un solde financier de 0,995 MD contre un solde de 1,079 MD en 2023 et de 0,836 MD en 2022.

Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un déficit de 1,683 MD en 2022 et d'un excédent de 6,047 MD en 2023 à un déficit de 1,629 MD en 2024.

Le résultat technique dégage un excédent de 0,688 MD en 2024 contre un excédent de 2,398 MD en 2023 et un excédent de 5,037 MD en 2022.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

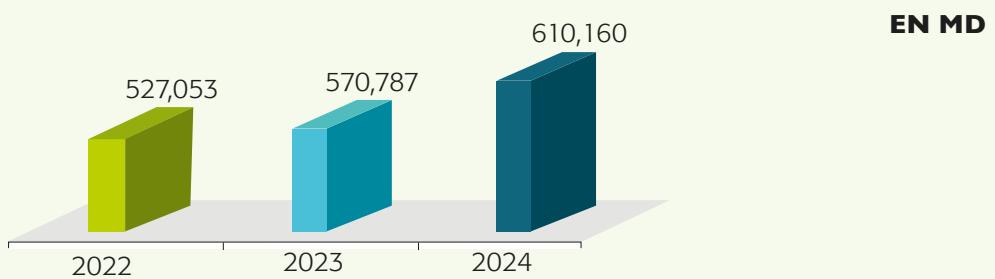
En DT

- Primes acquises	15 376 899
- Primes émises	15 068 734
- Variation des provisions pour primes non acquises	308 165
- Charge de prestation	- 9 893 781
- Prestation et frais payés	- 9 479 808
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-404 032
- Autres charges techniques	- 9 941
SOLDE DE SOUSCRIPTION	5 483 118
SOLDE DE GESTION	- 4 160 396
SOLDE FINANCIER	994 863
SOLDE DE RÉASSURANCE	- 1 629 215
RÉSULTAT TECHNIQUE	688 370

2. Les Cessions :

A. Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurance sur les affaires directes totalisent un montant de 610,160 MD en 2024 contre 570,787 MD en 2023 et 527,053 MD en 2022, soit une augmentation de 6,90 % par rapport à 2023. Le taux de cession est de 16,04 % des primes émises en 2024 contre 16,65 % en 2023 et 16,62 % en 2022. Les branches risques incendie, transport, Crédit et risques agricoles demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 80,97 %, 71,82 %, 70,05 % et 64,10%.



Primes cédées par branche

BRANCHE	2023			2024		
	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %
AUTOMOBILE	109 826 867	7,81	18,08	120 071 500	7,93	9,33
GROUPE MALADIE	33 448 320	6,32	10,10	35 303 688	6,08	5,55
TRANSPORT	75 994 146	71,76	8,64	80 865 352	71,82	6,41
INCENDIE	149 594 422	78,24	10,40	165 268 260	80,97	10,48
RISQUES AGRICOLES	6 830 130	61,13	-11,63	6 769 428	64,10	-0,89
RISQUES DIVERS	122 792 131	58,28	4,37	121 944 520	57,01	-0,69
VIE	58 663 094	6,14	1,08	65 802 702	5,73	12,17
CRÉDIT	13 637 777	70,01	-7,83	14 134 417	70,05	3,64
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	570 786 887	16,65	8,30	610 159 867	16,04	6,90

B. Sinistre à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 230,088 MD en 2024 contre 206,569 MD en 2023 et 209,218 MD en 2022 soit une hausse de 11,39 % en 2024. Ils représentent 10,38 % du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2024 contre 11,19 % en 2023 et 12,05 % en 2022.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches incendie, crédit, transport et risques divers sont les plus importants, ils représentent respectivement 81,90%, 76,18%, 61,20% et 52,35%.

C. Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2024 à 141,733 MD contre 129,273 MD en 2023 et 112,930 MD en 2022. Les taux des commissions reçues des branches Vie, Automobile et crédit sont les plus élevés, ils représentent respectivement 33,84%, 28,60% et 27,65%.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

**Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre
Des affaires directes par branche en 2024 (rétrocessions non comprises)**

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées	En DT
Automobile	36 292 673	4,00	2,40	34 335 456	28,60	
Groupe Maladie	16 465 528	3,16	2,84	7 791 364	22,07	
Accidents de Travail	31 187	1,11	-	-	-	
Transport	13 277 083	61,20	11,79	12 954 703	16,02	
Incendie	87 951 286	81,90	43,09	38 620 424	23,37	
Risques Agricoles	2 302 138	48,54	21,80	1 343 724	19,85	
Risques Divers	29 221 864	52,35	18,34	20 509 652	16,82	
Vie	24 498 778	4,33	2,13	22 269 500	33,84	
Crédit	10 047 929	76,18	49,80	3 908 215	27,65	
TOTAL CESSIONS	230 088 466	10,38	6,05	141 733 038	23,23	

D. Résultat des cessions :

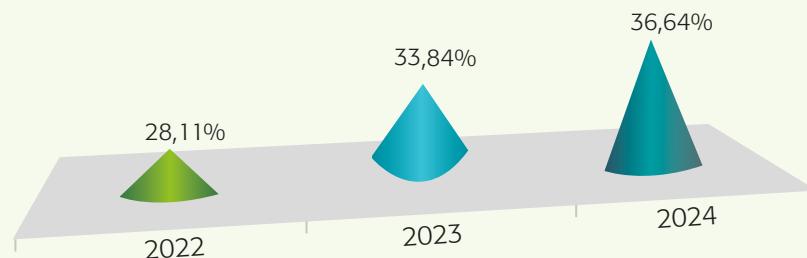
Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 257,209 MD en 2024 contre un déficit de 164,789 MD en 2023 et un déficit 205,493 MD en 2022.

3. Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 5,522 MD en 2024 contre 5,733 MD en 2023 et 4,036 MD en 2022.

Le taux de rétrocession est de 36,64 % en 2024 contre 33,84 % en 2023 et 28,11 % en 2022.

Evolution du taux de rétrocession



4. Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Re

A. Les primes

En 2024, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 241,269 MD contre 222,533 MD en 2023 et 195,339 MD en 2022 marquant ainsi une croissance de 8 %.

A noter que le chiffre d'affaires tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 26,500 MD en 2024 contre 21,539 MD en 2023 et 17,837 MD en 2022 soit une hausse de 23%.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 121,063 MD en 2022 et de 151,651 MD en 2023 à 161,169 MD en 2024, enregistrant ainsi une amélioration de 6 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 56,439 MD en 2022 et 49,343 MD en 2023 à 53,600 MD en 2024, enregistrant ainsi une hausse de 9 %.

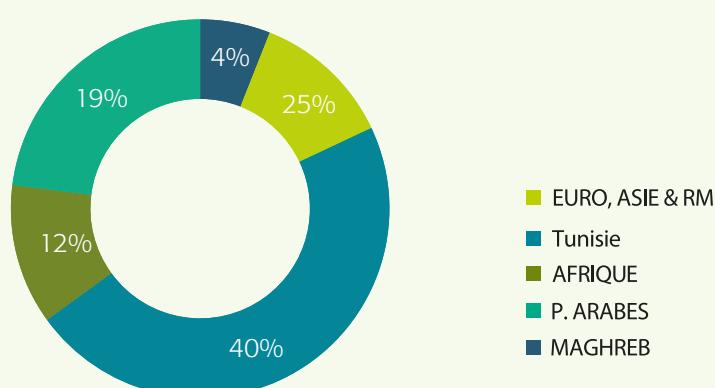
La répartition des primes acceptées par branche est retracée dans le tableau suivant :

Réparation du chiffre d'affaires par nature d'acceptation

						En MD		
	BILAN 2022		BILAN 2023		EVOL 23/22 En %	BILAN 2024		EVOL 24/23 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	74,380	38	84,765	38	+4	110,186	46	30
ARD	34,289	18	46,461	21	+35	35,533	15	-24
R.TECH	24,994	13	31,547	14	+26	36,174	15	15
TRANSPORT	30,132	15	31,681	14	-5	32,843	14	4
AVIATION	19,846	10	16,811	8	-15	16,877	7	-
VIE	11,699	6	11,268	5	-4	9,657	4	-14
TOTAL	195,339	100	222,533	100	+4	241,269	100	8

Le chiffre d'affaires en 2024 est distribué entre 40 % sur le marché national et 60 % sur le marché étranger.

Chiffre d'affaires par zone en 2024



B. Charge des sinistres :

La charge de sinistre globale a atteint en 2024, un montant de 154,681 MD contre 138,412 MD l'année précédente, enregistrant ainsi une baisse de 12 %.

C. Provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer ont atteint un montant total de 505,161 MD en 2024 contre 454,012 MD en 2023 et 431,023 MD en 2022 enregistrant ainsi une augmentation de 11%.

D. Placements & revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élèvent en 2024 à 560,193 MD contre 510,872 MD en 2023, soit une évolution de 10 %.

E. Résultat :

L'ensemble des activités du Tunis Ré a dégagé au titre de l'année 2024 un résultat avant impôts excédentaire de 35,390 MD marquant une hausse notable de 20%.

Le résultat net après impôts s'élève à 21,406 MD en 2024, soit une augmentation de 15% par rapport à 2023.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

A. Les primes

En 2024, le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 3 819,632 MD contre 3 445,888 MD en 2023 et 3 184,955 MD en 2022 soit un taux de croissance de 10,85 % en 2024 contre 8,19 % en 2023 et 12,42 % en 2022.

INTITULES	2022			2023			2024		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C	Montant	En %	T.C	En %
					23/22 en %			24/23 en %	
I. STAR	386 270 718	12,13	388 870 732	11,29	0,67	431 209 545	11,29	10,89	
2. Assurances BIAT	206 306 270	6,48	243 643 350	7,07	18,10	279 570 915	7,32	14,75	
3. COMAR	252 757 720	7,94	263 638 651	7,65	4,30	270 631 794	7,09	2,65	
4. MAGHREBIA	226 050 573	7,10	249 971 964	7,25	10,58	268 629 716	7,03	7,46	
5. GAT	235 044 306	7,38	263 760 931	7,65	12,22	259 771 391	6,80	-1,51	
6. ASTREE	236 035 315	7,41	238 917 382	6,93	1,22	253 411 100	6,63	6,07	
7. LLOYD	159 271 851	5,00	196 724 659	5,71	23,52	216 433 741	5,67	10,02	
8. MAE	164 672 771	5,17	190 952 546	5,54	15,96	209 496 752	5,48	9,71	
9. G/CTAMA	164 008 817	5,15	187 709 626	5,45	14,45	207 098 344	5,42	10,33	
10. BH Assurances	161 649 621	5,08	176 569 645	5,12	9,23	199 622 813	5,23	13,06	
11. BNA Assurances	189 754 243	5,96	167 680 984	4,87	-11,63	174 131 449	4,56	3,85	
12. CARTE	146 242 276	4,59	159 654 080	4,63	9,17	173 703 726	4,55	8,80	
13. ATTIJARI Assurances	112 230 707	3,52	133 936 267	3,89	19,34	142 364 241	3,73	6,29	
14. MAGHREBIA VIE	103 333 424	3,24	111 592 669	3,24	7,99	128 371 243	3,36	15,04	
15. ZITOUNA TAKAFUL	95 777 798	3,01	103 475 993	3,00	8,04	126 086 002	3,30	21,85	
16. HAYETT	83 062 854	2,61	94 739 323	2,75	14,06	112 349 958	2,94	18,59	
17. CARTE VIE	100 617 881	3,16	90 815 718	2,64	-9,74	92 326 571	2,42	1,66	
18. GAT VIE	53 897 856	1,69	58 703 594	1,70	8,92	72 354 649	1,89	23,25	
19. AT- TAKAFULIA	38 583 561	1,21	51 130 773	1,48	32,52	69 107 409	1,81	35,16	
20. EL AMANA TAKAFUL	47 158 841	1,48	50 207 415	1,46	6,46	57 733 324	1,51	14,99	
21. UIB Assurances	-	-	526	-	-	39 016 229	1,02	-	
22. LLOYD VIE	8 421 566	0,26	10 368 381	0,30	23,12	22 783 185	0,60	119,74	
23. COTUNACE	13 805 711	0,43	12 823 217	0,37	-7,12	13 428 244	0,35	4,72	
TOTAL	3 184 954 680	100	3 445 888 426	100	8,19	3 819 632 341	100	10,85	

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	27,48	GAT	27,59	ASS. BIAT	25,70
GAT		COMAR		COMAR	

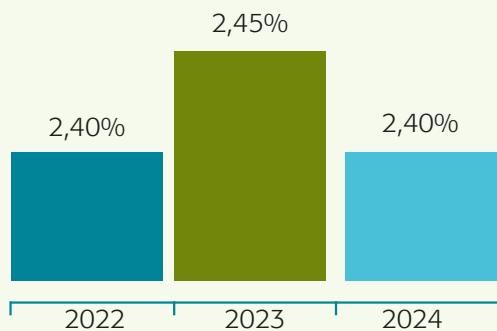
La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 27,48 % en 2022 et de 27,59 % en 2023 à 25,70 % en 2024.

11 entreprises ont un taux de croissance supérieur au taux moyen du marché qui est de 10,85 %.

A.1. Taux de pénétration :

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 2,40% en 2022 et 2,45% en 2023 à 2,40% en 2024.

Taux de Pénétration en %



A.2. Primes par habitant :

La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 270 DT en 2022 (193 DT en assurance non vie et 77 DT en assurance vie) et de 287 DT en 2023 (208 DT en assurance non vie et 79 DT en assurance vie) à 319 DT en 2024 (223 DT en assurance non vie et 96 DT en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 126 dinars en 2024 contre 117 dinars en 2023 et 108 dinars en 2022.

Prime par habitant



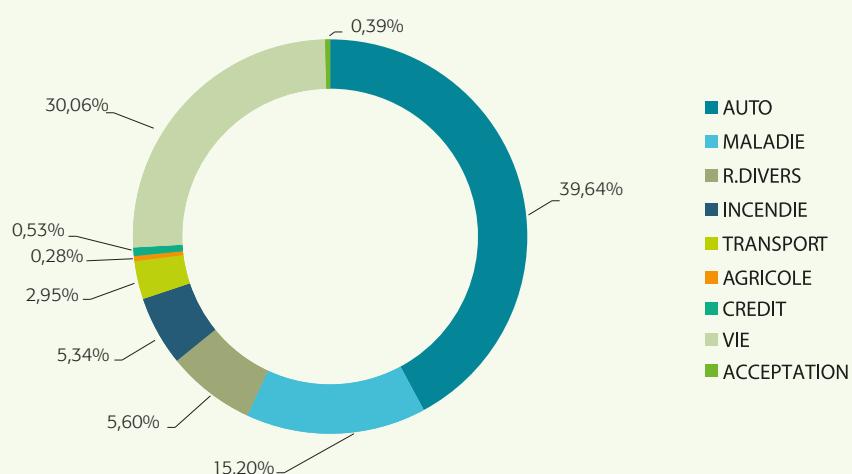
A.3. Primes émises par branche

La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 39,64 % en 2024 contre 40,80 % en 2023 et 40,40% en 2022. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 30,06 % en 2024 contre 27,71 % en 2023 et 28,36 % en 2022.

L'évolution des primes émises par branche

Branche	2022			2023			2024			En DT
	Primes émises	Part EN %	Primes émises	Part EN %	EVOL. EN %	Primes émises	Part EN %	EVOL. EN %		
Automobile	1 286 798 434	40,40	1 405 827 218	40,80	9,25	1 514 66 611	39,64	7,71		
Groupe Maladie	465 186 327	14,61	529 646 679	15,37	13,86	580 746 583	15,20	9,65		
Transport	101 661 868	3,19	105 898 481	3,07	4,17	112 595 750	2,95	6,32		
Incendie	173 401 769	5,44	191 210 749	5,55	10,27	204 113 779	5,34	6,75		
Risques Agricoles	10 252 055	0,32	11 172 252	0,32	8,98	10 560 162	0,28	-5,48		
Risques divers	209 612 735	6,58	210 695 895	6,11	0,52	213 917 983	5,60	1,53		
Vie	903 185 433	28,36	955 018 389	27,71	5,74	1 148 186 491	30,06	20,23		
Crédit	20 498 663	0,64	19 478 760	0,57	-4,98	20 176 250	0,53	3,58		
TOTAL A.D.	3 171 597 284	99,55	3 428 948 423	99,51	8,15	3 804 563 609	99,61	10,95		
Acceptations	14 357 396	0,45	16 940 003	0,49	17,99	15 068 734	0,39	-11,05		
TOT° primes émises	3 184 954 680	100	3 445 888 426	100	8,19	3 819 632 343	100	10,85		

Primes émises par branche en 2024



B. Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Les Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 2 227,096 MD en 2024 contre 1 856,785 MD en 2023 et 1 740,214 MD en 2022 enregistrant ainsi une augmentation de 19,94 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 64,08% en 2024 du total des règlements contre 71,04% en 2023 et 69,76 % en 2022, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 54,85 % en 2024 contre 56,17 % en 2023 et 55,01 % en 2022.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 2,801 MD en 2023 contre 2,773 MD en 2023 et 2,581 MD en 2022 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

L'évolution des sinistres par branche

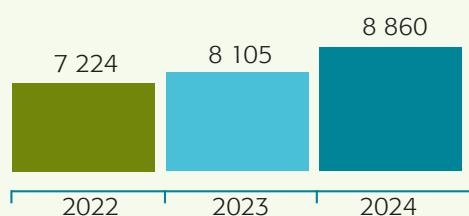
En DT

Branche	2022		2023		2024		EVOL. En %	EVOL. En %
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %		
Automobile	803 898 920	46,20	855 458 649	46,07	6,41	906 343 996	40,70	5,95
Groupe Maladie	410 033 848	23,56	463 531 969	24,96	13,05	520 693 153	23,38	12,33
Accident de travail	2 580 796	0,15	2 772 560	0,15	7,43	2 801 178	0,13	1,03
Transport	14 992 021	0,86	14 474 420	0,78	-3,45	21 695 769	0,97	49,89
Incendie	120 433 242	6,92	104 327 980	5,62	-13,37	107 394 398	4,82	2,94
Risques Agricoles	3 088 901	0,18	8 235 889	0,44	166,63	4 742 310	0,21	-42,42
Risques divers	51 112 688	2,94	52 635 261	2,83	2,98	74 929 457	3,36	42,36
Vie	325 630 429	18,71	336 998 146	18,15	3,49	565 826 111	25,41	67,90
Crédit	3 828 414	0,22	6 789 543	0,37	77,35	13 189 574	0,59	94,26
TOTAL A.D.	1 735 599 259	99,73	1 845 224 417	99,38	6,32	2 217 615 946	99,57	20,18
Acceptations	4 615 203	0,27	11 560 765	0,62	150,49	9 479 808	0,43	-18,00
TOTAL	1 740 214 462	100	1 856 785 182	100	6,70	2 227 095 754	100	19,94

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2024 un montant de 8 860,244 MD contre 8 105,462 MD en 2023 et 7 223,562 MD en 2022 soit une augmentation de 9,31 % par rapport à 2023.

Les Provisions techniques En MD



Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2022	2023	2024
Provision pour primes non acquises	713 741 249	772 289 030	827 243 861
Provision Mathématique vie	3 087 294 538	3 647 683 152	4 199 404 292
Provision pour sinistre à payer vie	206 194 379	208 576 971	229 960 351
Provision pour sinistre à payer non vie	2 979 726 347	3 199 128 314	3 299 727 291
Provision pour PB vie	56 457 491	72 999 785	87 628 649
Provision pour PB non vie	51 240 776	56 586 838	56 561 221
Provision pour Egalisation/Equilibrage	55 590 448	58 551 733	59 323 891
Autres Provisions Techniques vie	6 327 670	6 182 311	5 704 442
Autres Provisions Techniques non vie	66 988 939	83 464 068	94 690 222
TOTAL	7 223 561 837	8 105 462 202	8 860 244 220

B.3. Le Rapport sinistres aux primes

La variation de provision pour sinistres à payer au 31 décembre 2024 a enregistré une baisse de 16,90 % passant de 673,326 MD en 2022 et à 810,651 MD en 2023 à 673,614 MD en 2024.

Pour l'activité globale le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 1,65 en 2024 en passant de 78,70 % en 2023 à 77,05 % en 2024.

En MD

	2022	2023	Variation en %	2024	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	1 740,214	1 856,785	6,70	2 227,096	19,94
• Variation de provision pour sinistres à payer	673,326	810,651	20,40	673,614	-16,90
• Charges sinistres	2 413,540	2 667,436	10,52	2 900,710	8,75
• Primes acquises	3 142,900	3 389,530	7,85	3 764,681	11,07
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	76,79	78,70	1,90	77,05	-1,65

C. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 854,599 MD en 2024 contre 787,439 MD en 2023 et 732,094 MD en 2022 soit une augmentation de 8,53 % en 2024

Evolution du Frais de gestion



Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 22,37% en 2024 contre 22,85 % en 2023 et 22,99% en 2022.

Evolution du Frais de gestion

Libellé	2022			2023			2024			EN DT
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	
Frais d'acquisition	436 876 096	13,72	11,18	500 820 439	14,53	14,64	535 949 427	14,06	7,21	
Autres charges de gestion nettes	295 217 465	9,27	3,32	286 618 283	8,32	-2,91	317 649 482	8,32	10,83	
Frais de gestion	732 093 561	22,99		787 438 722	22,85		854 598 909	22,37	8,53	

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 98,31 % en 2024 contre 101,93 en 2023 et 98,39% en 2022. Ainsi, le rapport sinistre aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est amélioré de 3,62 en 2024.

D. Les Résultats Techniques:

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 864,698 MD en 2024 contre 709,457 MD en 2023 et 727,914 MD en 2022.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 732,094 MD en 2023 et de 787,2439 MD en 2023 à 854,599 MD en 2024.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2024 un solde financier de 587,396 MD contre 520,980 MD en 2023 et 426,602 MD en 2022.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde de réassurance (résultat des cessions) dégage un déficit de 258,838 MD en 2024 contre un déficit de 170,836 MD en 2023 et un déficit de 203,810 MD en 2022.

D.5. Résultat Technique

Le résultat technique atteint un excédent de 338,657 MD en 2024 contre un excédent de 272,163 MD en 2023 et un excédent de 218,612 MD en 2022.

Compte d'exploitation en 2024
«Affaires directes + acceptations»

	En DT
- Primes acquises	3 764 681 179
- Primes émises	3 819 632 343
- Variation des provisions pour primes non acquises	-54 951 164
- Charge de prestation	-2 899 983 197
- Prestation et frais payés	-2 227 095 754
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-673 614 258
- Provisions pour égalisation et équilibrage	349 906
- Autres charges techniques	376 909
SOLDE DE SOUSCRIPTION	864 697 982
SOLDE DE GESTION	-854 598 909
SOLDE FINANCIER	587 396 267
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-258 838 459
RÉSULTAT TECHNIQUE	338 656 881

E. Fonds propres, Placements & Revenus financiers

E.1. Les Fonds propres :

Constitués par le capital social ou fonds commun pour les sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 2 099,695 MD en 2024 contre 1 968,124 MD en 2023 et 1 803,025 MD en 2022.

Fonds propres

	En MD		
	2022	2023	2024
Capital social et Fonds commun	650,495	656,840	272,092
Les réserves et les primes liées au capital	1 152,530	1 311,284	1 427,603
Fonds propres	1 803,025	1 968,124	2 099,695

E.2. Les placements

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 10 033,811 MD en 2024 contre 9 188,972 MD en 2023 et 8 094,177 MD en 2022 soit une augmentation de 9,19 % par rapport à 2023.

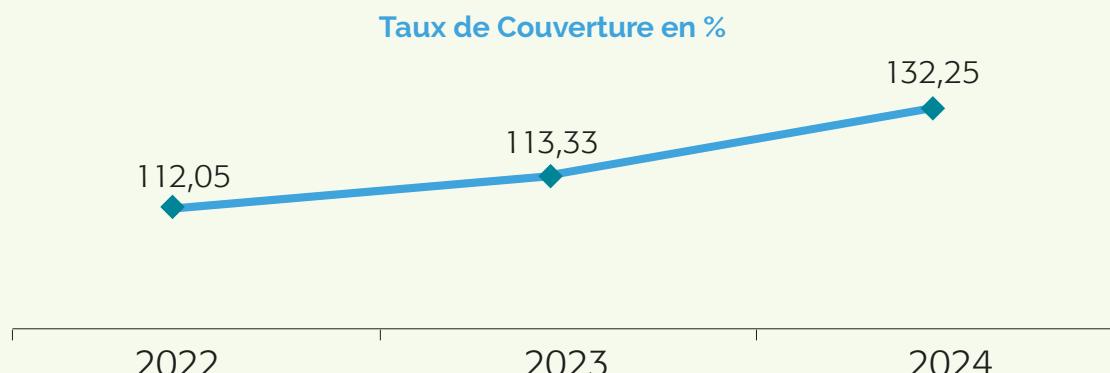
Placements

En MD

	2022	2023	Taux de Croissance %	2024	Taux de Croissance %
Placements	8 094,177	9 188,972	13,53	10 033,811	9,19

Le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 132,25 % en 2024 contre 113,33 % en 2023 et 112,05 % en 2022.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :



E.3.Les produits nets des placements

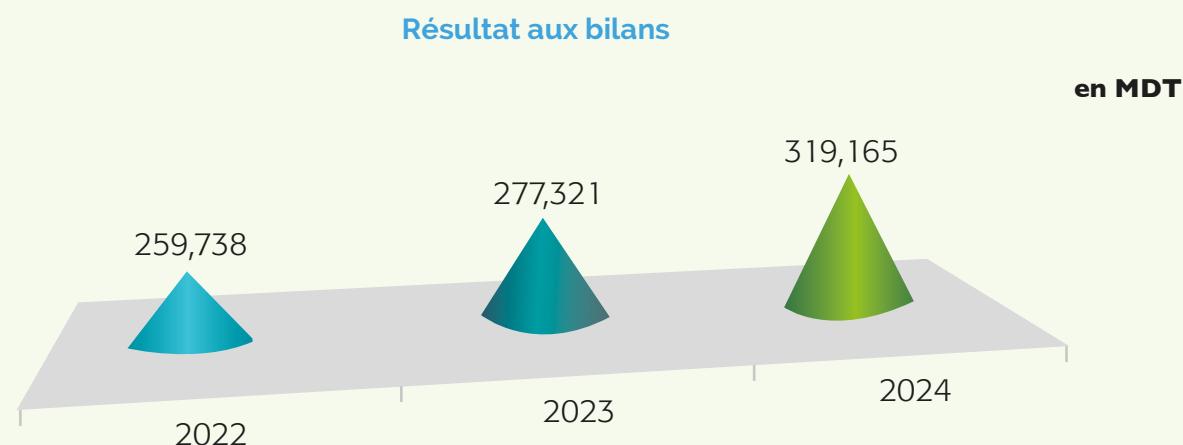
Les Produits nets des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 631,646 MD en 2024 contre 558,953 MD en 2023 et 463,815 MD en 2022 soit une augmentation de 13,01% par rapport à 2023.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 6,30 % en 2024 contre 6,08% en 2023 et 5,73% en 2022.

	Taux de Rendement en %				
	2022		2023		En MD
	Produits nets des placements	Placements admis	Taux de Croissance %	2024	Taux de Croissance %
Produits nets des placements	463,815	558,953	20,51	631,646	13,01
Placements admis	8 094,177	9 188,972	13,53	10 033,811	9,19
Taux de rendement en %	5,73	6,08	0,35	6,30	0,21

E.4. Les Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 319,165 MD en 2024 (8,36 % des primes émises) contre 277,321 MD en 2023 (8,05 % des primes émises) et un bénéfice de 259,738 MD en 2022 (8,15 % des primes émises).



DEUXIEME PARTIE

A. ANALYSE NON VIE & VIE

B. ANALYSE PAR BRANCHE

- I. AUTOMOBILE
- II. GROUPE MALADIE
- III. TRANSPORT
- IV. INCENDIE
- V. RISQUES DIVERS
- VI. CRÉDIT
- VII. RISQUES AGRICOLES
- VIII. VIE

DEUXIÈME PARTIE

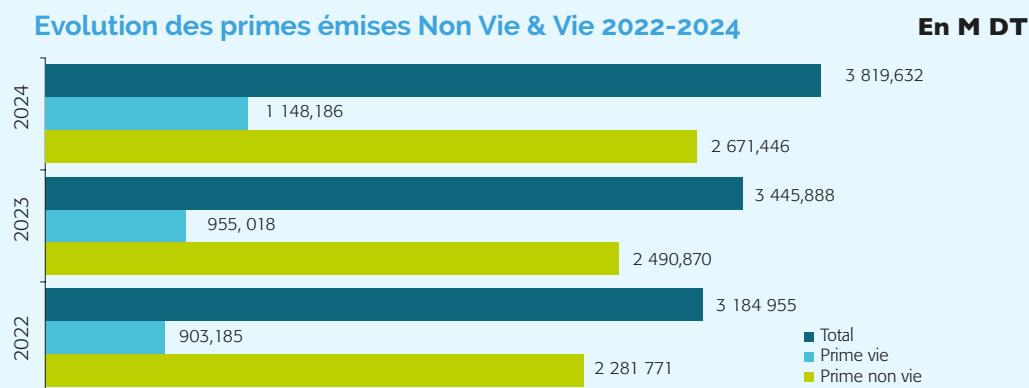
A. ANALYSE NON VIE & VIE

1. Les primes

En 2024, le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 3 819,632 MD contre 3 445,888 MD en 2023 et 3 184,955 MD en 2022 soit un taux de croissance de 1,85 % en 2024 contre 8,19 % en 2023 et 12,42 % en 2022.

Les primes émises en assurance non vie s'élèvent à 2 671,446 MD en 2024 contre 2 490,870 MD en 2023 et 2 281,770 MD en 2022 enregistrant une augmentation de 7,25 % par rapport à 2023, elles représentent 69,94 % du total des émissions contre 72,29 % en 2023 et 71,64 % en 2022.

Les primes émises en assurance vie s'élèvent à 1 148,186 MD en 2024 contre 955,018 MD en 2023 et 903,185 MD en 2022. Enregistrant une augmentation de 20,23 % en 2024 contre une augmentation de 5,74 % en 2023. Elles représentent 30,06 % du total des émissions contre 27,71 % en 2023 et 28,36 % en 2022.

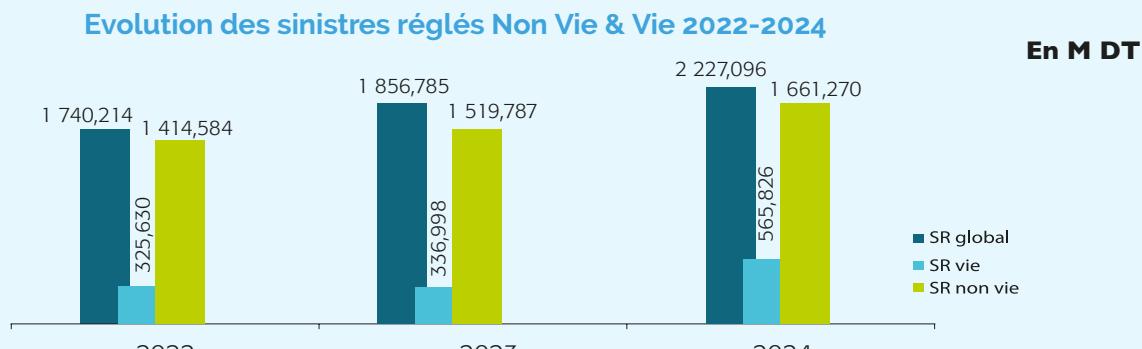


2. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 2 227,096 MD en 2024 contre 1 856,785 MD en 2023 et 1 740,214 MD en 2022 enregistrant ainsi une augmentation de 19,94%.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 1 661,270 MD en 2024 contre 1 519,787 MD en 2023 et 1 414,584 MD en 2022, soit une augmentation de 9,31 % par rapport à 2023. Il représente 74,59 % des totales des indemnités payées en 2024 contre 81,85 % en 2023 et 81,25 % en 2022.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 25,41 % du montant global des indemnitations payées en 2024 contre 18,15 % en 2023 et 18,71 % en 2022. Le montant de ces indemnités est de 565,826 MD en 2024 contre 336,998 MD en 2023 et 325,630 MD en 2022.



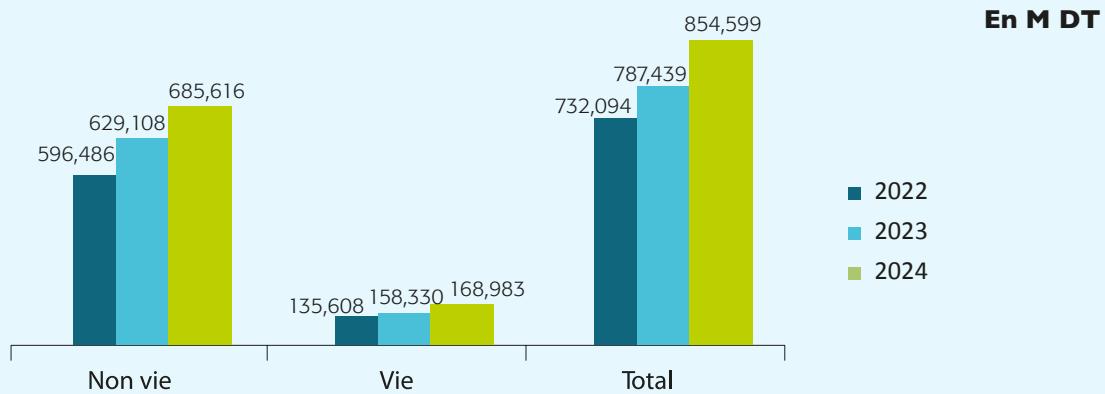
3. Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 854,599 MD en 2024 contre 787,439 MD en 2023 et 732,094 MD en 2022, soit une augmentation de 8,53 % par rapport à 2023.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 685,616 MD en 2024 contre 626,108 MD en 2023 et 596,486 MD en 2022, soit une évolution de 9,50 % par rapport à 2023.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 7,36 % passant de 135,608 MD en 2022 et 158,330 MD en 2023 à 168,983 MD en 2024.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2022-2024



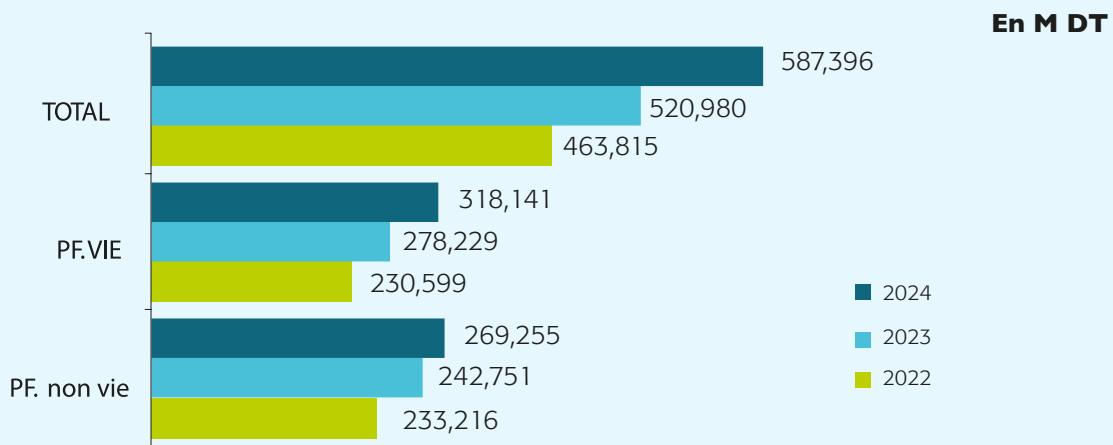
4. Produits nets des placements

Les produits nets du placement du secteur des assurances totalisent 587,396 MD en 2024 contre 520,980 MD en 2023 et 463,815 MD en 2022 soit une augmentation de 12,75 % par rapport à 2023.

En effet, pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une augmentation de 10,92 % passant de 233,216 MD en 2022 et de 242,751 MD en 2023 à 269,255 en 2024.

En outre, les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 14,35 % passant de 230,599 MD en 2022 et de 278,229 MD en 2023 à 318,141 MD en 2024.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2022 - 2024



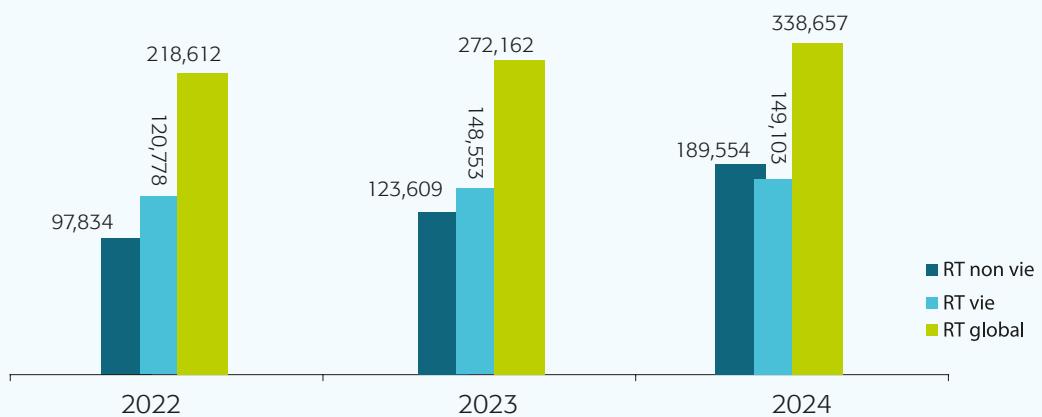
5. Résultats Techniques

Le résultat technique a connu en 2024 une augmentation par rapport à l'exercice précédent passant de 218,612 MD en 2022 et 272,162 MD en 2023 à 338,657 MD en 2024.

Pour les assurances non vie le résultat technique est passé d'un excès de 97,834 MD en 2022 et un excès de 123,609 MD en 2023 à un excès de 189,554 MD en 2024.

Pour l'assurance vie le résultat technique a augmenté en atteignant 149,103 MD en 2024 contre 148,553 MD en 2023 et 120,778 MD en 2022.

En M DT
Evolution des résultats Techniques Non Vie & Vie 2022-2024



B. ANALYSE PAR BRANCHE

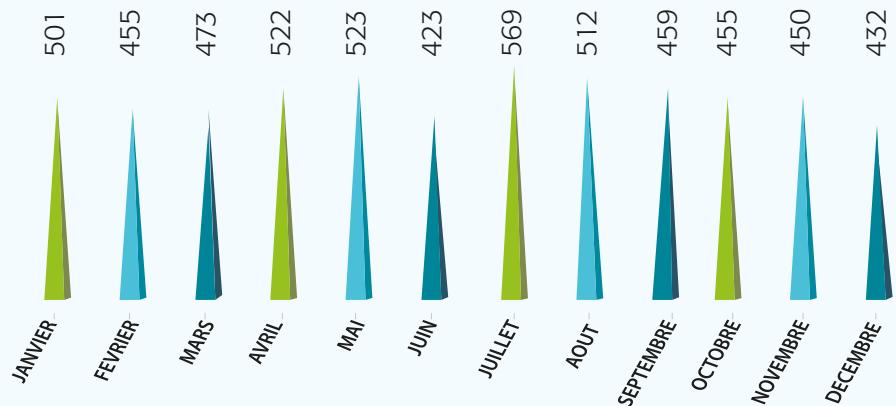
I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE

1. Nombre des accidents :

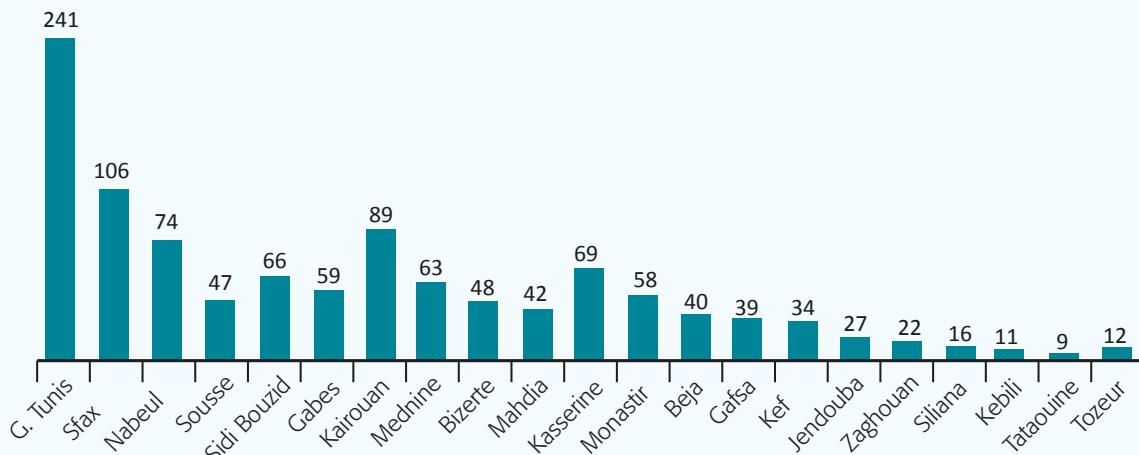
L'évolution du nombre des accidents de la circulation routière et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2022	Ev. En % 22/21	2023	Ev. En % 23/22	2024	Ev. En % 24/23
N. d'Accidents	5 715	12,30	5 796	1,42	5 774	- 0,38
N. de Tués	1 057	4,24	1 216	15,04	1 172	- 3,62
N. de Blessés	8 184	18,71	7 909	-3,36	7 876	- 0,42

Répartition des accidents de la route par mois en 2024



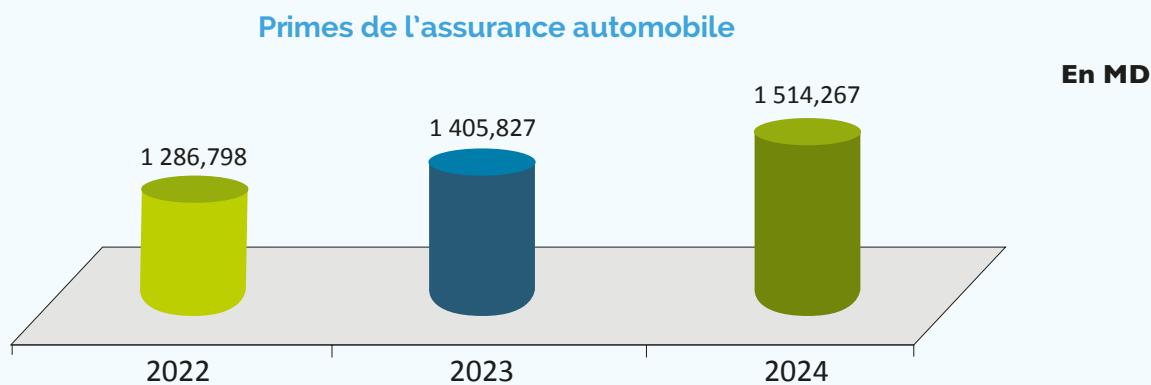
Répartition des Tués des accidents de la route par gouvernorat en 2024



2. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 1 514,267 MD contre 1 405,827 MD en 2023 et 1 286,798 MD en 2022, soit un taux de croissance de 7,71 % en 2024 contre 9,25% en 2023 et 7,26% en 2022.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2024 représente 39,64 % contre 40,80% en 2023 et 40,40 % en 2022.



Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
I. STAR	197 135 158	15,32	193 659 320	13,78	197 006 533	13,01
2. MAE	139 157 519	10,81	158 545 631	11,28	174 326 957	11,51
3. GAT	132 498 113	10,30	140 632 557	10,00	153 615 125	10,14
4. G/CTAMA	106 725 215	8,29	141 674 512	10,08	150 627 691	9,95
5. COMAR	135 675 120	10,54	141 539 341	10,07	141 353 554	9,33
6. BNA ASSURANCES	128 165 372	9,96	132 724 897	9,44	132 054 742	8,72
7. LLOYD	88 335 986	6,86	101 741 945	7,24	120 014 226	7,93
8. MAGHREBIA	75 405 521	5,86	88 044 587	6,26	96 424 553	6,37
9. ASTREE	72 210 931	5,61	80 528 677	5,73	84 922 674	5,61
10. ZITOUNA TAKAFUL	49 408 993	3,84	54 353 439	3,87	67 352 465	4,45
11. CARTE	43 411 914	3,37	40 464 909	2,88	49 826 274	3,29
12. BH ASSURANCES	31 609 856	2,46	36 711 282	2,61	41 793 000	2,76
13. ASSURANCES BIAT	34 138 565	2,65	36 794 698	2,62	39 404 020	2,60
14. EL AMANA TAKAFUL	27 081 381	2,10	29 390 654	2,09	34 880 737	2,30
15. AT-TAKAFULIA	25 838 722	2,01	29 020 769	2,05	30 664 060	2,03
TOTAL	1 286 798 366	100	1 405 827 218	100	1 514 266 611	100
TAUX DE CROISSANCE En%	7,26		9,25		7,71	
EN % DES PRIMES TOTALES	40,40		40,80		39,64	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 36,68 % en 2022 et de 35,14 % en 2023 à 34,66 % en 2024.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	36,68	MAE	35,14	MAE	34,66
MAE		CTAMA		GAT	

La prime moyenne a augmenté de 3,02 % en 2024 passant de 518,964 dinars en 2022 et de 554,486 dinars en 2023 à 584,094 dinars en 2024.

Prime moyenne

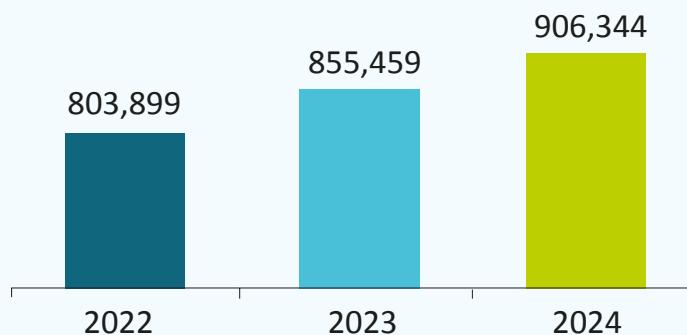
	2023	2023	2024	Ev. 24/23
Parc des véhicules	2 479 554	2 535 370	2 592 507	4,56
Primes émises (en dinars)	1 286 798 434	1 405 827 218	1 514 266 611	7,71
Prime moyenne (en dinars)	518,964	554,486	584,094	3,02

3. Les sinistres :

Les sinistres payés en 2024 ont atteint le montant de 906,344 MD contre 855,459 MD en 2023 et 803,899 MD en 2022, enregistrant ainsi une augmentation de 5,95% en 2024.

Sinistres réglés de l'assurance automobile

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %	En DT
						24/23 En %
I- STAR	170 343 095	154 356 748	18,04	150 424 219	16,60	-2,55
2- MAE	83 803 966	100 183 514	11,71	97 782 366	10,79	-2,40
3- BNA ASSURANCES	54 818 508	74 625 561	8,72	95 869 121	10,58	28,47
4- G/ CTAMA	105 036 983	89 794 549	10,50	92 028 307	10,15	2,49
5- COMAR	76 221 309	84 198 485	9,84	82 820 794	9,14	-1,64
6- GAT	73 001 907	81 659 963	9,55	82 073 618	9,06	0,51
7- LLOYD	48 698 020	53 870 910	6,30	71 011 197	7,83	31,80
8- ASTREE	41 882 170	42 142 274	4,93	51 396 523	5,67	21,96
9- MAGHREBIA	43 211 741	47 250 889	5,52	50 250 989	5,54	6,35
10- CARTE	23 980 140	30 267 507	3,54	30 196 523	3,33	-0,23
11- BH ASSURANCES	17 312 707	20 072 170	2,35	25 883 231	2,86	28,95
12- ASSURANCES BIAT	20 209 591	22 708 995	2,65	24 368 173	2,69	7,31
13- ZITOUNA TAKAFUL	19 760 330	23 319 875	2,73	23 428 194	2,58	0,46
14- EL AMANA TAKAFU	14 002 795	16 879 939	1,97	16 215 225	1,79	-3,94
15- AT-TAKAFULIA	11 615 658	14 118 270	1,65	12 595 468	1,39	-10,79
TOTAL	803 898 920	855 458 649	100	906 343 996	100	5,95

La variation de provision pour sinistres à payer a enregistré une baisse de 15,71 % passant de 160,815 MD en 2022 et 177,866 MD en 2023 à 149,917 MD en 2024.

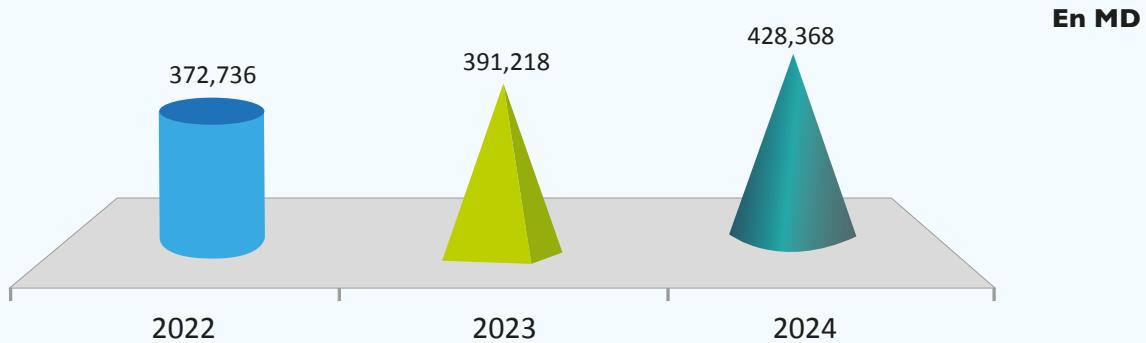
Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est amélioré de 4,11 % en passant de 77,12 % en 2022 et 75,87 % en 2023 à 71,75 % en 2024.

	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %	2024	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	803,899	12,54	855,459	6,41	906,344	5,95
• Variation de provision pour sinistres à payer	160,815	28,68	177,866	10,60	149,917	-15,71
• Charges sinistres	961,884	14,91	1 033,324	7,11	1 056,261	2,22
• Primes acquises	1 247,244	7,31	1 362,033	9,20	1 472,100	8,08
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	77,12	5,10	75,87	-1,48	71,75	-4,11

4. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élèvent à 428,368 MD en 2024 contre 391,218 MD en 2023 et 372,736 MD en 2022 soit une hausse de 9,50 % par rapport à 2023.

Frais de gestion de l'assurance automobile



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 28,72 % en 2024 contre 28,72 % en 2023 et 29,88 % en 2022.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 27,83 % en 2024 (17,60% pour les frais d'acquisitions et 10,23 % pour les charges de gestion) contre 27,83 % en 2023 (17,60 % pour les frais d'acquisitions et 10,23 % pour les charges de gestion) et 28,97 % en 2022 (16,81 % pour les frais d'acquisitions et 12,16 % pour les charges de gestion)

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD

	2022			2023			2024		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	216,287	16,81	10,36	247,364	17,60	14,37	267,566	17,67	8,17
Autres charges de gestions nettes	156,449	12,16	2,95	143,854	10,23	-8,05	160,802	10,62	11,78
TOTAL	372,736	28,97	7,12	391,218	27,83	4,96	428,368	28,29	9,50

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 100,85 % en 2024 contre 104,59 % en 2023 et 107,23 % en 2022.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 98,04 % en 2024 contre 101,33 % en 2023 et 103,94 % en 2022.

5. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 429,096 MD en 2024 contre un excédent de 320,038 MD en 2023 et un excédent de 280,452 MD en 2022.

Les frais de gestion s'élèvent à 428,368 MD en 2024 contre 391,218 MD en 2023 et 372,736 MD en 2022.

Le solde financier est passé de 159,837 MD en 2022 et 186,303 MD en 2023 à 214,072 MD en 2024, soit une augmentation de 14,91 %.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 31,100 MD en 2024 contre un déficit de 29,222MD en 2023 et un déficit de 28,084 MD en 2022.

Ainsi, le résultat technique dégage un excès de 183,700 MD en 2024 contre un excès de 84,901 MD en 2023 et un excès de 39,468 MD en 2022.

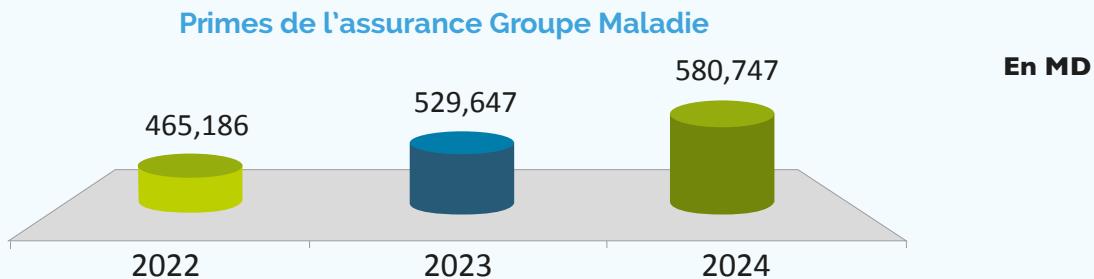
Résultat Technique de l'assurance automobile**Compte d'exploitation de la branche automobile****En DT**

- Primes acquises	I 472 100 070
- Primes émises	I 514 266 611
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 42 166 541
- Charge de prestation	-I 043 004 531
- Prestation et frais payés	-906 343 996
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-149 916 792
- Provisions pour égalisation et équilibrage	I 700 000
- Autres charges techniques	I 1 556 257
SOLDE DE SOUSCRIPTION	429 095 539
SOLDE DE GESTION	-428 367 611
SOLDE FINANCIER	214 072 167
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-31 100 132
RÉSULTAT TECHNIQUE	183 699 963

II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE

1. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 580,747 MD contre 529,647 MD en 2023 et 465,186 MD en 2022, soit un taux de croissance de 9,65 % en 2024.



Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2022	En%	2023	En %	2024	En %
I. STAR	97 497 037	20,96	106 516 130	20,11	126 611 436	21,80
2. MAGHREBIA	88 632 759	19,05	104 323 993	19,70	113 430 581	19,53
3. COMAR	45 956 784	9,88	48 602 290	9,18	55 516 211	9,56
4. GAT	52 772 922	11,34	64 411 310	12,16	50 574 988	8,71
5. CARTE	35 752 201	7,69	42 037 040	7,94	46 942 040	8,08
6. BH ASSURANCES	42 426 827	9,12	44 798 287	8,46	45 326 470	7,80
7. ASTREE	29 583 549	6,36	32 043 248	6,05	34 503 323	5,94
8. LLOYD	18 854 031	4,05	26 565 475	5,02	28 146 459	4,85
9. ASSURANCES BIAT	20 455 469	4,40	22 548 284	4,26	27 297 814	4,70
10. G/CTAMA	12 068 244	2,59	12 945 043	2,44	22 740 600	3,92
11. ZITOUNZ TAKAFUL	4 999 571	1,07	5 704 037	1,08	9 365 190	1,61
12. BNA QSSURANCES	5 637 340	1,21	6 781 912	1,28	7 698 460	1,33
13. EL AMANA TAKAFUL	5 189 431	1,12	4 664 840	0,88	4 279 476	0,74
14. AT-TAKAFULIA	1 877 613	0,40	3 923 637	0,74	4 167 130	0,72
15. MAE	3 482 549	0,75	3 781 153	0,71	4 146 405	0,71
TOTAL	465 186 327	100	529 646 679	100	580 746 583	100
TAUX DE CROISSANCE En %	11,10		13,86		9,65	
EN % DES PRIMES TOTALES	14,61		15,37		15,20	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 51,35% en 2022 et 52,41 % en 2023 à 50,89% en 2024.

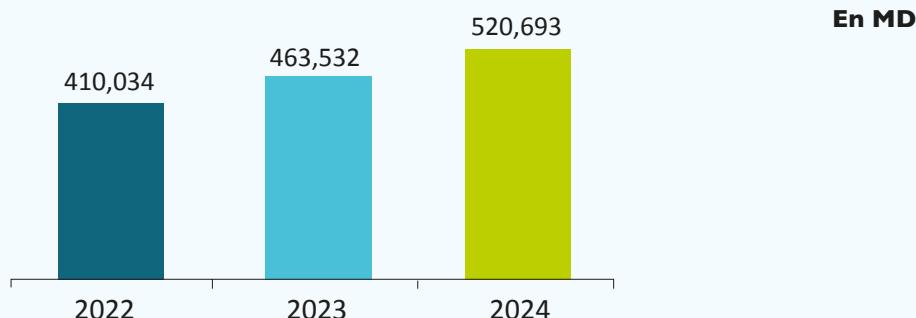
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
MAGHREBIA	51,35	MAGHREBIA	52,41	MAGHREBIA	50,89
GAT		GAT		COMAR	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2024 ont atteint le montant de 520,693 MD contre 463,532 MD en 2023 et 410,034 MD en 2022 enregistrant ainsi une augmentation de 12,33 % en 2024.

Sinistres de l'assurance Groupe Maladie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %	Evolution 24/23%
I- STAR	92 862 988	97 152 356	20,96	117 255 867	22,52	20,69
2- MAGHREBIA	69 880 061	84 549 816	18,24	105 797 658	20,32	25,13
3- GAT	51 779 149	63 246 888	13,64	49 900 562	9,58	-21,10
4- COMAR	35 178 746	40 168 173	8,67	43 310 294	8,32	7,82
5- BH ASSURANCES	34 746 441	35 839 985	7,73	39 865 978	7,66	11,23
6- CARTE	31 927 316	35 269 574	7,61	37 256 683	7,16	5,63
7- ASTREE	28 361 751	32 084 068	6,92	36 229 462	6,96	12,92
8- LLOYD	17 523 157	23 821 327	5,14	27 839 024	5,35	16,87
9- ASSURANCES BIAT	18 392 691	19 410 256	4,19	22 551 567	4,33	16,18
10- G/CTAMA	11 028 147	11 747 468	2,53	18 222 132	3,50	55,12
11- ZITOUNA TAKAFUL	4 130 145	4 739 509	1,02	7 291 225	1,40	53,84
12- BNA ASSURANCES	5 694 069	6 028 550	1,30	5 740 993	1,10	-4,77
13- EL AMANA TAKAFUL	4 535 015	4 206 664	0,91	3 630 055	0,70	-13,71
14- AT-TAKAFULIA	1 753 369	2 859 400	0,62	3 256 514	0,63	13,89
15- MAE	2 240 803	2 407 935	0,52	2 545 139	0,49	5,70
TOTAL	410 033 848	463 531 969		520 693 153	100	12,33

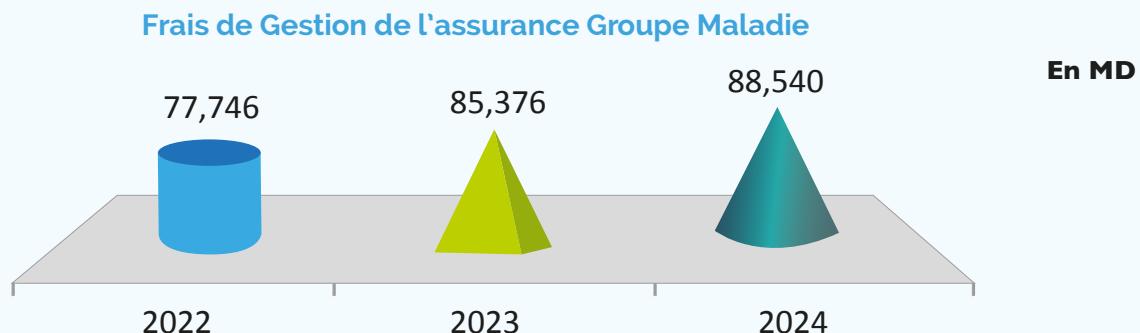
La variation de provision pour sinistres à payer a enregistré une baisse en 2024 passant de 11,574 MD en 2023 à 11,215 MD en 2024.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 89,07 % en 2022 à 89,92 % en 2023 et à 92,47 % en 2024.

		2022	Variat°. %	2023	Variat°. %	2024	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours		410,034	11,69	463,532	13,05	520,693	12,33
• Variation de provision pour sinistres à payer		3,335	68,18	11,574	251,94	11,215	-3,10
• Charges sinistres		413,369	11,99	475,106	14,97	531,908	11,96
• Primes acquises		464,092	11,08	528,356	13,85	575,222	8,87
• Rapport sinistres aux primes Acquises %		89,07	0,72	89,92	0,85	92,47	2,55

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 88,540 MD en 2023 contre 85,376 MD en 2023 et 77,746 MD en 2022 enregistrant une augmentation de 3,71 % en 2023.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 15,39 % en 2024 contre 16,16 % en 2023 et 16,75 % en 2022.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 15,25 % en 2023 (9,01 % pour les frais d'acquisition et 6,23 % pour les charges de gestion) contre 16,12 % en 2023 (9,40 % pour les frais d'acquisition et 6,72 % pour les charges de gestion) et 16,71 % en 2022 (9,51% pour les frais d'acquisition et 7,20 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

EN MD

	2022			2023			2024		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	44,224	9,51	11,30	49,811	9,40	12,63	52,336	9,01	5,07
Autres charges de gestions nettes	33,522	7,20	6,62	35,566	6,71	6,10	36,203	6,23	1,79
TOTAL	77,746	16,71	9,23	85,376	16,12	9,81	88,540	15,25	3,71

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 107,86 % en 2024 contre 106,08 % en 2022 et 105,82 % en 2022. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est détérioré de 1,78.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 106,84 % en 2024 contre 105,82 % en 2023 et 105,57 % en 2022.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 38,826 MD en 2024 contre 51,360 MD en 2023 et 49,016 MD en 2022.

Les frais de gestion s'élèvent à 88,540 MD en 2024 contre 85,376 MD en 2023 et 77,746 MD en 2022.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde excédentaire de 7,072 MD en 2024 contre un solde excédentaire de 9,712 MD en 2023 et un solde excédentaire de 6,577 MD en 2022.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 11,381 MD en 2024 contre un déficit de 9,199MD en 2023 et un déficit de 7,252 MD en 2022.

Le résultat technique dégage un déficit de 54,023 MD en 2024 contre un déficit de 33,504 MD en 2023 et un déficit de 29,405 MD en 2022.

Résultat technique de l'assurance Groupe Maladie



Compte d'exploitation de l'assurance Groupe Maladie

En DT

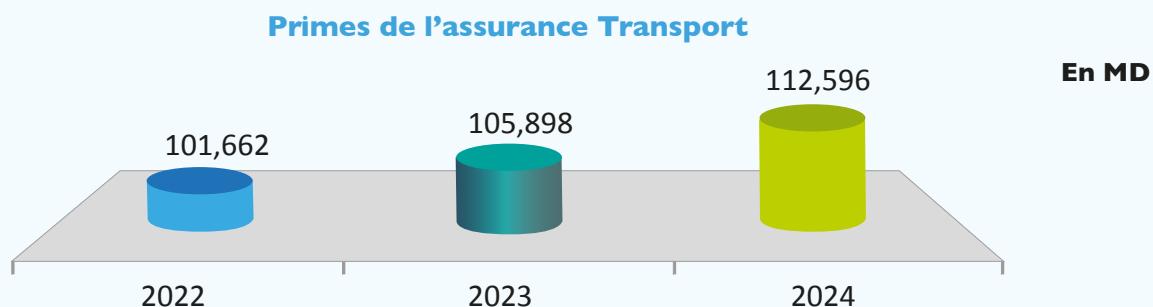
- Primes acquises	575 221 903
- Primes émises	580 746 583
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 5 524 680
- Charge de prestation	- 536 396 345
- Prestation et frais payés	- 520 693 153
- Variation des provisions pour sinistres à payer	- 11 215 036
- Provisions pour égalisation et équilibrage	- 1 554 246
- Autres charges techniques	- 2 933 910
SOLDE DE SOUSCRIPTION	38 825 558
SOLDE DE GESTION	- 88 539 712
SOLDE FINANCIER	7 071 968
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	- 11 381 164
RÉSULTAT TECHNIQUE	- 54 023 350

III. L'ASSURANCE DE TRANSPORT

1. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 112,596 MD contre 105,898 MD en 2023 et 101,662 MD en 2022, soit une augmentation de 6,32 % en 2024.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 2,95 % en 2024 contre 3,07 % en 2023 et 3,19 % en 2022.



Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
I. GAT	14 904 751	14,66	17 597 701	16,62	16 000 764	14,21
2. STAR	16 164 461	15,90	13 716 935	12,95	14 485 340	12,86
3. CARTE	11 480 549	11,29	10 800 139	10,20	13 910 881	12,35
4. LLOYD	9 101 056	8,95	8 987 373	8,49	13 008 091	11,55
5. ASTREE	10 920 441	10,74	13 634 640	12,88	12 034 945	10,69
6. ASSURANCES BIAT	6 757 659	6,65	8 222 400	7,76	9 865 764	8,76
7. COMAR	10 633 844	10,46	10 258 516	9,69	9 696 934	8,61
8. BH ASSURANCES	4 044 847	3,98	5 111 402	4,83	6 020 490	5,35
9. MAGHREBIA	4 329 742	4,26	5 061 179	4,78	5 027 756	4,47
10. MAE	3 352 239	3,30	3 264 905	3,08	3 823 105	3,40
11. ZITOUNA TAKAAFUL	2 638 009	2,59	2 323 584	2,19	2 335 689	2,07
12. BNA ASSURANCES	2 219 888	2,18	2 479 999	2,34	2 328 214	2,07
13. EL AMANA TAKAFUL	1 902 779	1,87	1 709 643	1,61	1 945 827	1,73
14. AT-TAKAFULIA	1 507 330	1,48	1 651 821	1,56	1 655 611	1,47
15. G/CTAMA	1 704 273	1,68	1 078 244	1,02	456 339	0,41
TOTAL	101 661 868	100	105 898 481	100	112 595 750	100
TAUX DE CROISSANCE En %	14,62		4,17		6,32	
EN % DES PRIMES TOTALES	3,19		3,07		2,95	

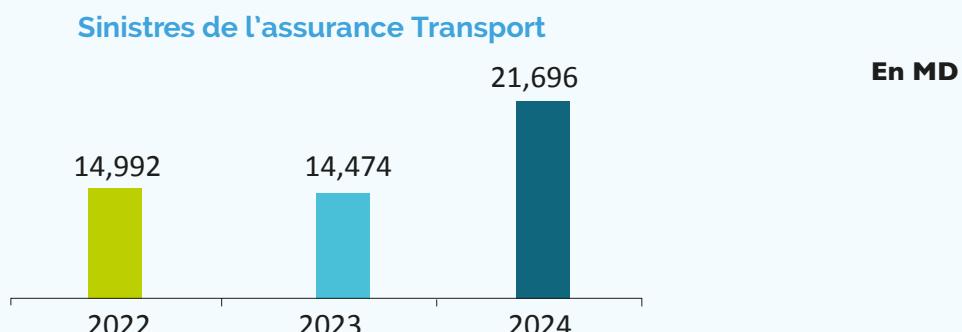
La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 41,85 % en 2022 et 42,45 % en 2023 à 39,42 % en 2024.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		GAT		GAT	
GAT	41,85	STAR	42,45	STAR	39,42
CARTE		ASTREE		CARTE	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2024 ont atteint le montant de 21,696 MD contre 14,474 MD en 2023 et 14,992 MD en 2022 enregistrant une légère augmentation de 49,89 % en 2023.



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

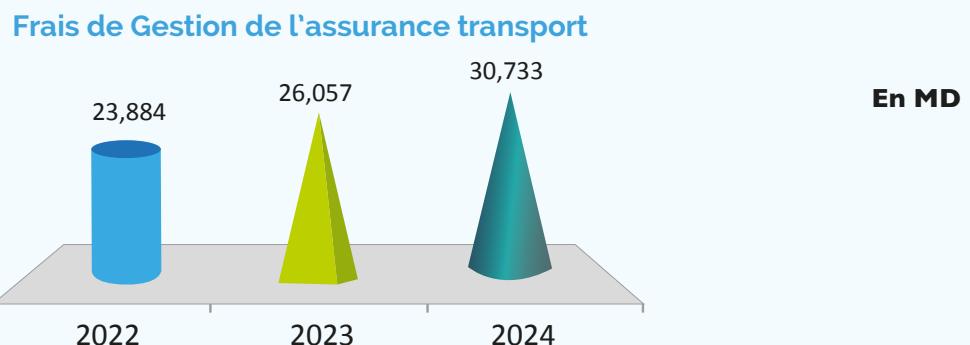
Intitulé	2022	2023	En%	2024	En%	Evolution 24/23
1 - CARTE	1 479 143	1 149 893	7,94	6 431 162	29,64	459,28
2 - GAT	3 047 642	1 036 641	7,16	5 027 380	23,17	384,97
3 - STAR	1 612 493	2 809 721	19,41	4 160 295	19,18	48,07
4 - ASTREE	1 043 158	1 065 076	7,36	2 286 399	10,54	114,67
5 - ASSURANCES BIAT	-17 857	514 162	3,55	1 678 799	7,74	226,51
6 - LLOYD	817 313	2 052 624	118	1 361 235	6,27	-33,68
7 - BH ASSURANCES	654 868	1 042 543	7,20	779 010	3,59	-25,28
8 - EL AMANA TAKAFUL	453 588	91 331	0,63	540 927	2,49	492,27
9 - ZITOUNA TAKAFUL	25 622	34 979	0,24	377 262	1,74	978,54
10 - AT-TAKAFULIA	185 072	138 605	0,96	293 158	1,35	111,51
11 - BNA ASSURANCES	915 325	416 384	2,88	116 043	0,53	-72,13
12 - G/CTAMA	1 327 561	411 514	2,84	109 667	0,51	-73,35
13 - MAE	71 619	19 952	0,14	11 205	0,05	-43,84
14 - MAGHREBIA	1 813 639	1 833 898	12,67	-255 890	-1,18	-113,95
15 - COMAR	1 562 835	1 857 097	12,83	-1 220 883	-5,63	-165,74
TOTAL	14 992 021	14 474 420	100	21 695 769	100	49,89

La variation de provision pour sinistres à payer a passé de 6,566 MD en 2022 et de 2,333 MD en 2023 à -1,954 MD en 2024. Pour la branche transport, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 1,96 passant de 21,88 % en 2022 et 15,77 % en 2023 à 17,73 % en 2024.

	2022	Variât %	2023	Variât %	2024	Variât %
• Sinistres payés net de recours	14,992	-46,76	14,474	-3,45	21,696	49,89
• Variation de provision pour sinistres à payer	6,566	-	2,333	-64,47	-1,954	-183,76
• Charges sinistres	21,558	2,28	16,808	-22,04	19,742	17,46
• Primes acquises	98,533	13,92	106,575	8,16	111,349	4,48
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	21,88	-2,4	15,77	-6,11	17,7	1,96

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 30,733 MD en 2024 contre 26,057 MD en 2023 et 23,884 MD en 2022 soit une augmentation de 17,95% par rapport à 2023.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 27,60 % en 2024 contre 24,45 % en 2023 et 24,24 % en 2022.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 27,30 % en 2024 (16.93 % pour les frais d'acquisition et 10,37% pour les charges de gestion) contre 29,38 % en 2023 (18,26 % pour les frais d'acquisition et 11,12 % pour les charges de gestion) et 26,93 % en 2022 (16,30 % pour les frais d'acquisition et 10,63 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Transport

	EN MD									
	2022			2023			2024			
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	
Frais d'acquisition	14,454	16,30	10,10	16,197	18,26	12,06	19,062	16,93	17,69	
Autres charges de gestions nettes	9,430	10,63	-7,45	9,860	11,12	4,56	11,672	10,37	18,37	
TOTAL	23,884	26,93	2,43	26,057	29,38	9,10	30,733	27,30	17,95	

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 45,33 % en 2024 contre 40,22 % en 2023 et 46,12 % en 2022. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 5,11 en 2024.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 44,83 % en 2024 contre 48,33 % en 2023 et 48,14% en 2022.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 8,360 MD en 2024 contre un excédent de 93,064 MD en 2023 et un excédent de 77,361 MD en 2022.

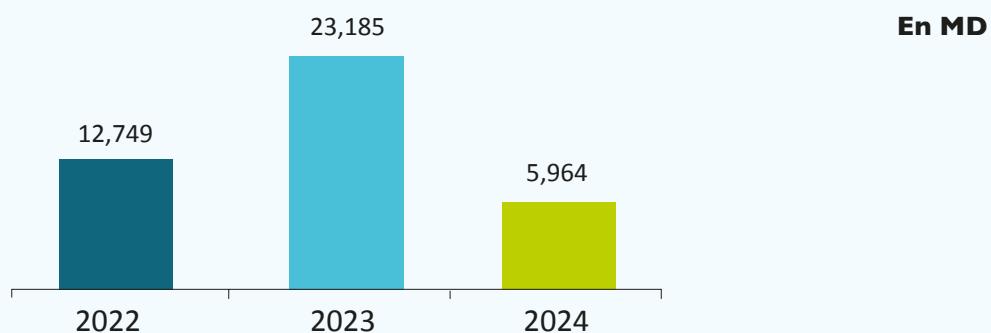
Les frais de gestion s'élèvent à 30,733 MD en 2024 contre 26,057 MD en 2023 et 23,884 MD en 2022.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 2,753 MD en 2024 contre 3,596 MD en 2023 et 5,505 MD en 2022.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 54,415 MD en 2024 contre un déficit de 47,417 MD en 2023 et un déficit de 46,233 MD en 2022.

Le résultat technique dégage un excédent de 5,964 MD en 2024 contre un excédent de 23,185 MD en 2023 et un excédent de 12,749 MD en 2022.

Résultat technique de l'assurance Transport



Compte d'exploitation de l'assurance Transport

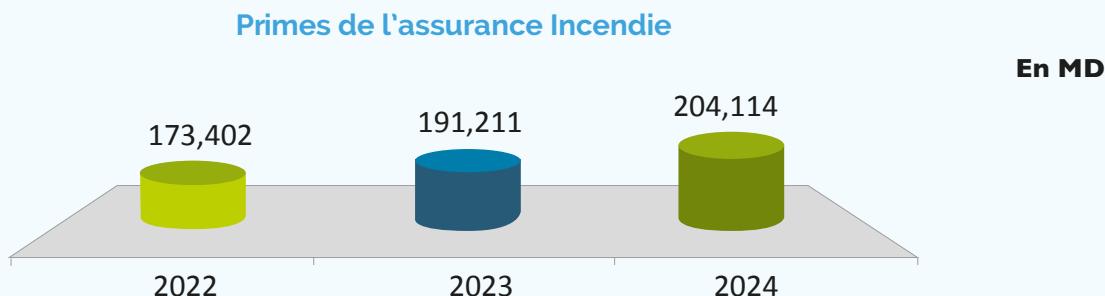
	En DT
- Primes acquises	111 349 038
- Primes émises	112 595 750
- Variation des provisions pour primes non acquises	-1 246 712
- Charge de prestation	-22 988 772
- Prestation et frais payés	-21 695 769
- Variation des provisions pour sinistres à payer	1 954 177
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-3 247 180
SOLDE DE SOUSCRIPTION	88 360 266
SOLDE DE GESTION	- 30 733 357
SOLDE FINANCIER	2 752 708
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-54 415 383
RÉSULTAT TECHNIQUE	5 964 234

IV. L'ASSURANCE DE L'INCENDIE

1. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 204,114 MD contre 191,211 MD en 2023 et 173,402 MD en 2022, soit une augmentation de 6,75 % en 2024.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 5,44 % en 2022 à 5,55 % en 2023 et à 5,34 % en 2024.



Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
I. COMAR	27 835 162	16,05	28 751 642	15,04	30 705 339	15,04
2. MAGHRABIA	29 062 597	16,76	31 033 611	16,23	30 696 020	15,04
3. ASTREE	18 667 588	10,77	21 524 097	11,26	25 070 215	12,28
4. CARTE	15 873 374	9,15	17 905 620	9,76	24 376 080	11,94
5. LLOYD	15 759 247	9,09	21 303 843	11,14	18 609 760	9,12
6. GAT	16 444 379	9,48	18 659 548	9,36	17 794 831	8,72
7. ASSURANCES BIAT	15 624 036	9,01	17 623 793	9,22	17 575 423	8,61
8. STAR	14 743 041	8,50	13 083 363	6,84	14 675 703	7,19
9. BH ASSURANCES	8 689 439	5,01	9 468 867	4,95	9 333 998	4,57
10. ZITOUNA TAKAFUL	3 066 840	1,77	3 524 712	1,84	4 506 771	2,21
11. BNA ASSURANCES	2 197 312	1,27	1 759 921	0,92	2 928 203	1,43
12. EL AMANA TAKAFUL	1 550 294	0,89	2 204 866	1,15	2 705 365	1,33
13. AT-TAKAFULIA	1 411 994	0,81	2 250 868	1,18	1 932 244	0,95
14. G/CTAMA	2 058 018	1,19	1 767 130	0,92	1 867 033	0,91
15. MAE	418 448	0,24	348 768	0,18	1 336 794	0,65
TOTAL	173 401 769	100	191 210 749	100	204 113 794	100
TAUX DE CROISSANCE En %	7,15		10,27		6,75	
EN % DES PRIMES TOTALES	5,44		5,55		5,34	

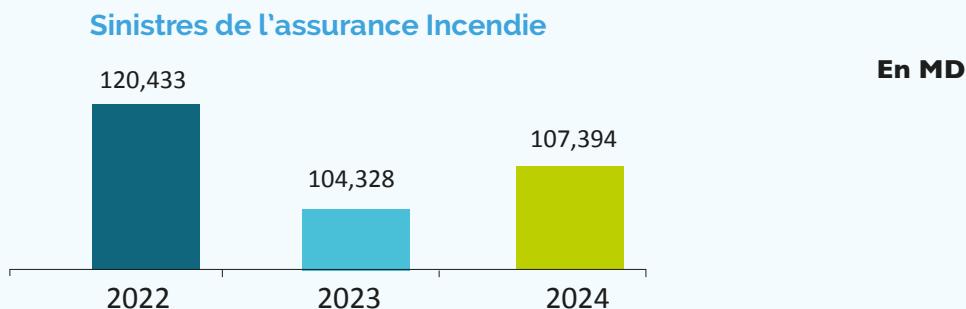
La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 43,58 % en 2022 à 42,53 % en 2023 et à 42,36 % en 2024.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA		MAGHREBIA		COMAR	
COMAR	43,58	COMAR	42,53	MAGHREBIA	42,36
ASTREE		ASTREE		ASTREE	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint 107,394 MD contre 104,328 MD en 2023 et 120,433 MD en 2022, enregistrant ainsi une hausse de 2,94 % par rapport à 2023.



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %	Evolution 24/23 %
1. CARTE	63 905 400	57 171 818	54,80	23 520 167	21,90	-58,86
2. BH ASSURANCES	1 218 761	1 744 651	1,67	20 039 666	18,66	1048,63
3. COMAR	7 715 073	3 690 331	3,54	18 668 065	17,38	405,86
4. MAGHREBIA	11 265 816	3 261 915	3,13	13 510 250	12,58	314,18
5. LLOYD	9 149 678	7 571 922	7,26	10 349 952	9,64	36,69
6. ASTREE	10 666 704	5 226 674	5,01	5 310 332	4,94	1,60
7. GAT	5 146 603	4 125 307	3,95	4 853 842	4,52	17,66
8. STAR	6 347 508	4 855 899	4,65	4 814 013	4,48	-0,86
9. ASSURANCES BIAT	2 677 824	1 1486 457	11,01	4 469 203	4,16	-61,09
10. BNA ASSURANCES	1 206 238	252 367	0,24	614 791	0,57	143,61
11. AT-TAKAFULIA	178 560	733 363	0,70	438 906	0,41	-40,15
12. G/CTAMA	375 947	189 967	0,18	381 535	0,36	100,84
13. ZITOUNA TAKAFUL	345 624	2 338 579	2,24	291 831	0,27	-87,52
14. EL AMANA TAKAFUL	201 480	1 587 027	1,52	128 286	0,12	-91,92
15. MAE	32 026	91 703	0,09	3 559	-	-96,12
TOTAL	120 433 242	104 327 980	100	107 394 398	100	2,94

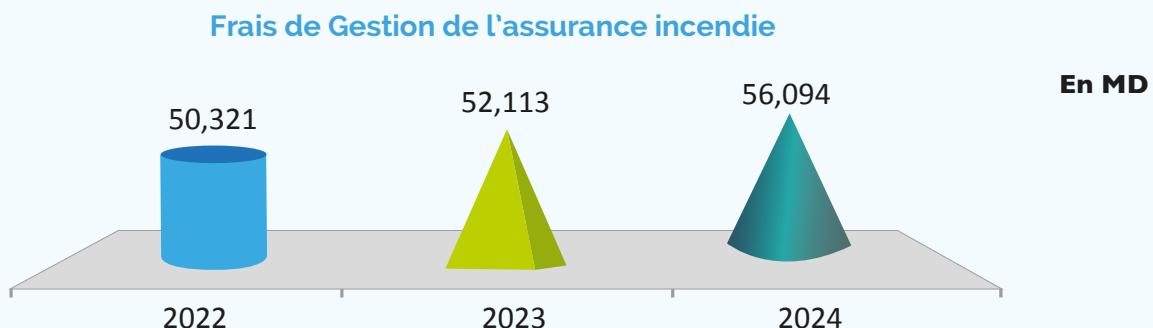
La variation de provision pour sinistres à payer est passée de - 47,138 MD en 2022 et de 27,791 MD en 2023 à -36,361 MD en 2024.

Pour la branche incendie, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est amélioré de 35,45 passant de 42,97% en 2022 et de 70,34 % en 2023 à 34,89 % en 2024.

	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %	2024	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	120,433	16,32	104,328	-13,37	107,394	2,94
• Variation de provision pour sinistres à payer	- 47,138	-165,10	277,791	-158,96	-36,361	-230,84
• Charges sinistres	73,295	-58,34	132,119	80,26	71,033	-46,24
• Primes acquises	170,572	10,34	187,824	10,11	203,568	8,38
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	42,97	-70,85	70,34	27,37	34,89	-35,45

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 56,094 MD en 2024 contre 52,113 MD en 2023 et 50,321 MD en 2022.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 27,56 % en 2024 contre 27,75% en 2023 et 29,50 % en 2022.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élèvent à 27,48 % en 2024 (17,80 % pour les frais d'acquisition et 9,68 % pour les charges de gestion) contre 27,25 % en 2023 (17,58 % pour les frais d'acquisition et 9,67 % pour les charges de gestion) et 29,02 % en 2022 (17,58 % pour les frais d'acquisition et 11,44 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance incendie

	2022				2023				2024			
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %			
Frais d'acquisition	30,488	17,58	12,72	33,616	17,58	10,26	36,334	17,80	8,09			
Autres charges de gestions nettes	19,833	11,44	13,92	18,497	9,67	-6,74	19,759	9,68	6,83			
TOTAL	50,321	29,02	13,19	52,113	27,25	3,56	56,094	27,48	7,64			

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 62,45 % en 2024 contre 98,09% en 2023 et 72,47 % en 2022.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 71,38 % en 2024 contre 108,90 % en 2023 et 74,31 % en 2022.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 133,761 MD en 2024 contre un excédent de 53,166 MD en 2023 et excédent de 100,440 MD en 2022.

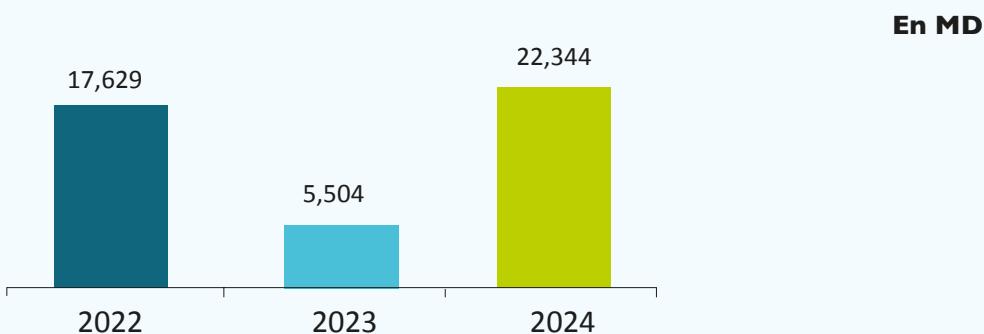
Les frais de gestion s'élèvent à 56,094 MD en 2024 contre 52,113 MD en 2023 et 50,321 MD en 2022.

Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 15,877 MD en 2024 contre 14,909 MD en 2023 et 14,043 MD en 2022.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré en 2024 passant d'un déficit de 46,434 MD en 2022 à un déficit de 9,459 MD en 2023 et à un déficit de 71,200 MD en 2024.

Ainsi le résultat technique dégage un excédent de 22,344 MD en 2024 contre un excédent de 6,504 MD en 2023 et un excédent de 17,629 MD en 2022. Il représente 10,95 % des primes émises en 2024.

Résultat Technique de l'assurance incendie



Compte d'exploitation de l'assurance incendie

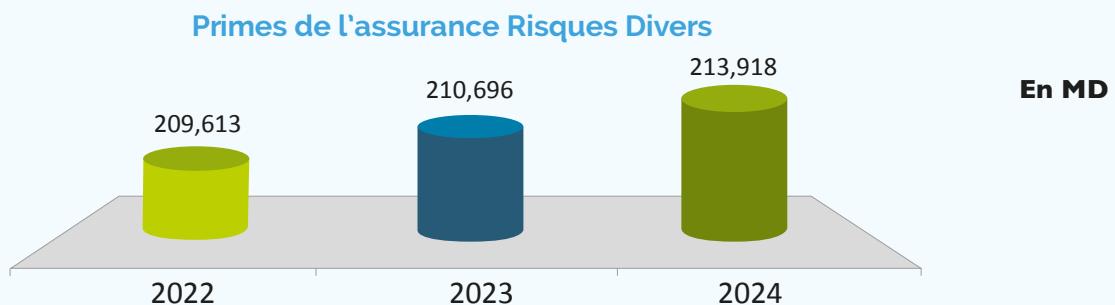
	En DT
- Primes acquises	203 567 974
- Primes émises	204 113 779
- Variation des provisions pour primes non acquises	-545 805
- Charge de prestation	-69 807 054
- Prestation et frais payés	-107 394 398
- Variation des provisions pour sinistres à payer	36 361 141
- Provisions pour égalisation et équilibrage	1 600 000
- Autres charges techniques	- 373 797
SOLDE DE SOUSCRIPTION	133 760 920
SOLDE DE GESTION	-56 093 666
SOLDE FINANCIER	15 876 994
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-71 200 122
RÉSULTAT TECHNIQUE	22 344 126

V. L'ASSURANCE RISQUES TECHNIQUES & DIVERS

1. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises de la branche des risques divers s'élève à 213,918 MD contre 210,696 MD en 2023 et 209,613 MD en 2022, soit une légère hausse de 1,53 % en 2024.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 5,60 % en 2024 contre 6,11 % en 2023 et 6,58 % en 2022.



Les primes émises par entreprise en assurance risques divers sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
I. LLOYD	22 152 933	10,57	31 278 567	14,85	31 574 311	14,76
2. CARTE	32 926 647	15,71	41 897 698	19,89	30 437 419	14,23
3. COMAR	21 946 737	10,47	21 880 101	10,38	22 242 298	10,40
4. MAGHREBIA	27 669 987	13,20	20 159 492	9,57	21 964 558	10,27
5. STAR	18 764 361	9,00	15 959 827	7,57	20 146 244	9,42
6. ASSURANCES BIAT	11 911 421	5,68	12 196 574	5,79	16 597 059	7,76
7.GAT	12 261 656	5,85	14 758 463	7,00	15 666 555	7,32
8. ASTREE	14 437 341	6,89	15 684 735	7,44	14 968 963	7,00
9.G/CTAMA	21 585 541	10,30	9 709 703	4,61	11 643 344	5,44
10. MAE	7 468 235	3,56	7 578 793	3,60	8 062 863	3,77
11. BH ASSURANCES	6 090 936	2,91	6 247 887	2,97	7 577 079	3,54
12. ZITOUNA TAKAFUL	6 548 169	3,12	6 692 347	3,18	7 463 758	3,49
13. EL AMANA TAKAFUL	2 675 495	1,28	2 940 422	1,40	2 028 053	0,95
14. AT- TAKAFULIA	1 568 668	0,75	1 634 748	0,78	1 891 440	0,88
15. BNA ASSURANCES	1 504 608	0,72	2 076 538	0,99	1 654 038	0,77
TOTAL	209 612 735	100	210 695 895	100	213 917 982	100
TAUX DE CROISSANCE En %	5,04		0,52		1 53	
EN % DES PRIMES TOTALES	6,58		6,11		5,60	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques divers est passée de 39,38% en 2022 à 45,12 % en 2023 et à 39,39 % en 2024.

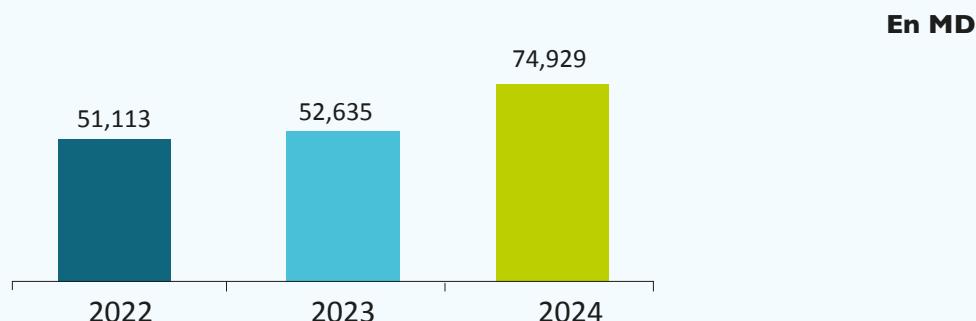
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE		LLOYD		LLOYD	
MAGHREBIA	39,38	STAR	45,12	CARTE	39,39
COMAR		CARTE		COMAR	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2024 ont atteint le montant de 74,929 MD contre 52,635 MD en 2023 et 51,113 MD en 2022 enregistrant ainsi une hausse de 42,36 % en 2024.

Sinistres de l'assurance Risques Divers



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %	Evolution 24/23 en %
I. COMAR	3 229 727	3 294 054	6,26	20 503 479	27,36	522,44
2. LLOYD	9 288 599	10 570 858	20,08	13 215 395	17,64	25,02
3. CARTE	5 232 417	6 797 626	12,91	9 834 201	13,12	44,67
4. STAR	9 064 922	8 908 667	16,93	7 286 588	9,72	-18,21
5. MAGHREBIA	7 032 370	5 625 816	10,69	7 145 304	9,54	27,01
6. ASTREE	2 241 548	3 782 048	7,19	4 879 602	6,51	29,02
7. GAT	6 116 622	6 217 741	11,81	4 210 492	5,62	-32,28
8. ASSURANCES BIAT	3 518 272	3 460 350	6,57	3 190 710	4,26	-7,79
9. G/CTAMA	1 001 618	476 964	0,91	1 511 87	2,02	216,88
10. ZITOUNA TAKAFUL	472 910	370 287	0,70	1 050 901	1,40	183,81
11. BH ASSURANCES	1 732 646	1 444 089	2,74	660 117	0,88	-54,29
12. MAE	1 008 625	593 037	1,13	549 625	0,73	-7,32
13. BNA ASSURANCES	700 024	587 743	1,12	436 564	0,58	-25,72
14. AT-TAKAFULIA	310 500	175 561	0,33	269 461	0,36	53,49
15. EL AMANA TAKAFUL	161 888	330 420	0,63	185 632	0,25	-43,82
TOTAL	51 112 688	52 635 261	100	74 929 458	100	42,36

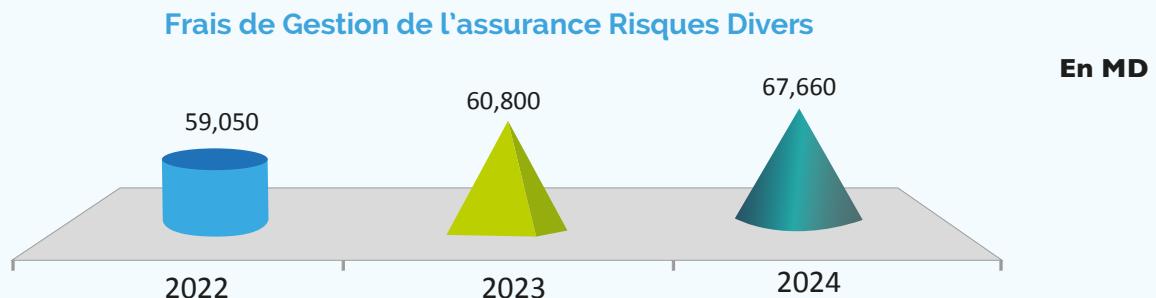
La variation de provision pour sinistres à payer a passée de 7,974 MD en 2022 et de 13,906 MD en 2023 à -14,320 MD en 2024.

Pour la branche risques divers le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 3,67 passant de 27,54% en 2022 et 32,84 % en 2023 à 29,16 % en 2024

	2022	Variation En %	2023	Variation En %	2024	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	51,113	13,82	52,635	2,98	74,9	42,36
• Variation de provision pour sinistres à payer	7,974	-156,37	13,906	74,29	-14,320	-202,98
• Charges sinistres	59,086	30,83	66,542	12,61	60,609	-8,92
• Primes acquises	214,564	8,21	202,638	-5,56	207,828	2,56
• Rapport sinistres aux primes Acquises	27,54	4,76	32,84	5,30	29,16	-3,67

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 67,660 MD en 2024 contre 60,800 MD en 2023 et 59,050 MD en 2022. Soit une hausse de 11,28 % en 2024.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 32,65 % en 2024 contre 30,00 % en 2023 et 27,52 % en 2022.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 31,63 % en 2024 (19,62 % pour les frais d'acquisition et 12,01 % pour les charges de gestion) contre 28,86% en 2023 (16,64 % pour les frais d'acquisition et 12,22 % pour les charges de gestion) et 28,17 % en 2022 (15,20 % pour les frais d'acquisition et 12,97 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Divers

	EN MD								
	2022		2023		2024				
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	31,865	15,20	5,86	35,059	16,64	10,02	41,965	19,62	19,70
Autres charges de gestions nettes	27,185	12,97	0,01	25,741	12,22	-5,31	25,695	12,01	-0,18
TOTAL	59,050	28,17	3,08	60,858	28,86	2,96	67,660	31,63	11,28

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 61,72 % en 2024 contre 62,84 % en 2023 et 55,06 % en 2022. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 1,12.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 59,96 % en 2024 contre 60,44 % en 2023 et 56,36 % en 2022.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 147,718 MD en 2024 contre un excédent de 139,185 MD en 2023 et un excédent de 157,630 MD en 2022.

Les frais de gestion sont passés de 59,050 MD en 2022 et de 60,800 MD en 2023 à 67,660 MD en 2024.

Le solde financier dégage un résultat de 21,895 MD en 2024 contre 22,738 MD en 2023 et 20,219 MD en 2022.

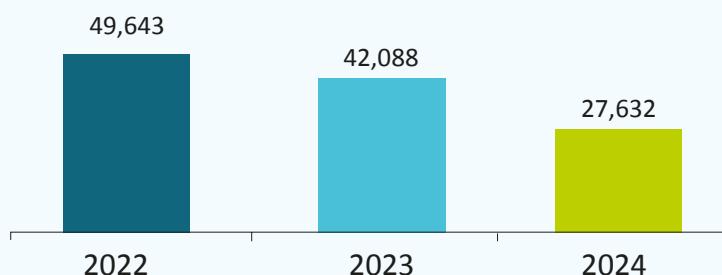
Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 69,156 MD en 2022 et 59,035 MD en 2023 à un déficit de 74,321 MD en 2024.

Le résultat technique est excédentaire de 27,632 MD en 2024 contre 42,088 MD en 2023 et 49,643 MD en 2022.

Il représente 12,92 % des primes émises en 2023.

Résultat Technique de l'assurance Risques Divers

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Divers

En DT

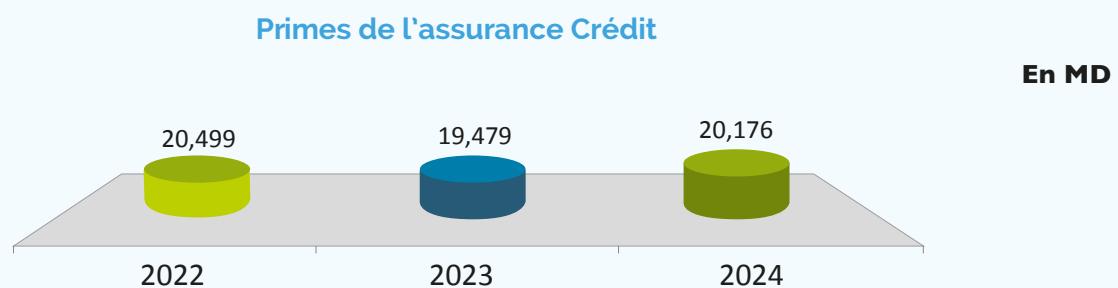
- Primes acquises	207 827 915
- Primes émises	213 917 983
- Variation des provisions pour primes non acquises	-6 090 068
- Charge de prestation	-60 110 225
- Prestation et frais payés	-74 929 457
- Variation des provisions pour sinistres à payer	14 320 469
- Provisions pour égalisation et équilibrage	1 166 565
- Autres charges techniques	-667 802
SOLDE DE SOUSCRIPTION	147 717 690
SOLDE DE GESTION	-67 659 809
SOLDE FINANCIER	21 894 998
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-74 321 082
RÉSULTAT TECHNIQUE	27 631 797

VI. L'ASSURANCE CREDIT

1. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises en assurance-crédit s'élève à 20,176 MD contre 19 ,479 MD en 2023 et 20,499 MD en 2022, enregistrant ainsi une augmentation de 3,58 % en 2022.

La part des primes de l'assurance-crédit dans les émissions totales représente 0,53 % en 2024 contre 0,57 % en 2023 et 0,64% en 2022.

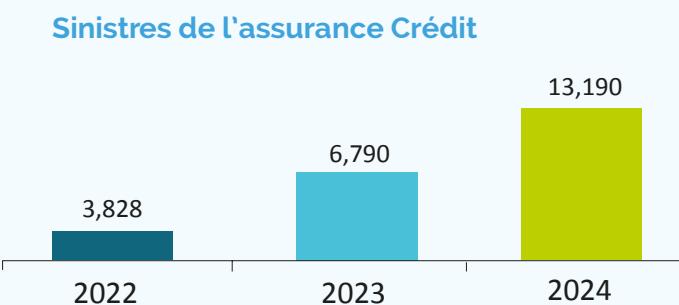


Les primes émises par entreprise en assurance-crédit sont retracées dans le tableau ci- après :

Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
1. COTUNACE	13 805 711	67,35	12 823 217	65,83	13 428 244	66,55
2. CARTE	4 373 326	21,33	4 089 434	20,99	4 337 589	21,50
3. ASTREE	2 203 292	10,75	2 458 327	12,62	2 298 389	11,39
4. COMAR	116 334	0,57	107 782	0,55	112 028	0,56
TOTAL	20 498 663	100	19 478 760	100	20 176 250	100
TAUX DE CROISSANCE En %	4,55		- 4,98		3,58	
EN % Du CA Totales	0,64		0,57		0,53	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2023 ont atteint le montant de 13,190 MD contre 6,790 MD en 2023 et 3,828 MD en 2022.



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

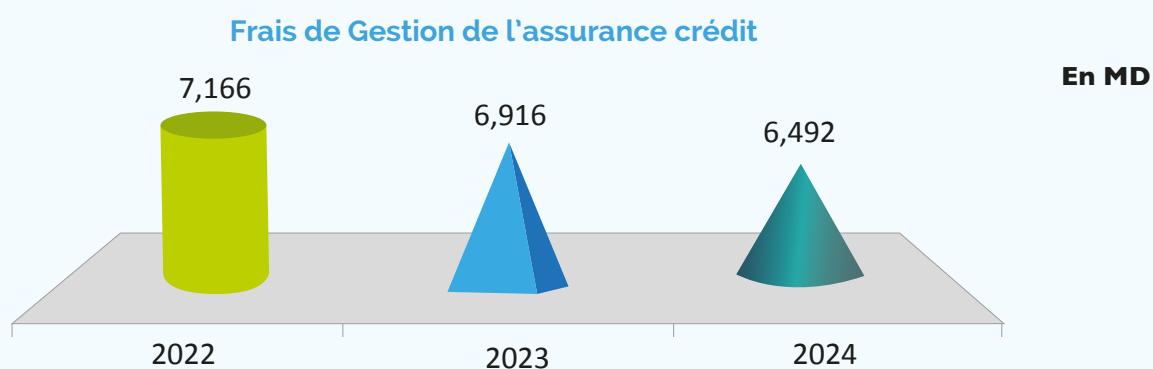
Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %
1. COTUNACE	3 143 892	5 043 489	74,28	7 564 841	57,35
2. CARTE	516 908	1 562 690	23,02	5 153 410	39,07
3. ASTREE	181 899	183 364	2,70	404 067	3,06
4. COMAR	-14 285	-	-	67 256	0,51
TOTAL	3 828 414	6 789 543	77,35	13 189 574	100

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de 2,356 MD en 2022 à 7,107 MD en 2023 et à -8,905MD en 2024.

	2022	2023	Variat°. %	2024	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	3,828	6,790	77,37	13,190	94,26
• Variation de provision pour sinistres à payer	2,356	7,107	201,65	-8,905	-225,30
• Charges sinistres	6,184	13,896	124,71	4,284	-69,17
• Primes acquises	20,839	19,335	-7,22	19,877	2,80
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	29,68	71,87	42,19	21,55	-50,32

3. Les frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent à 6,492 MD en 2024 contre 6,916 MD en 2023 et 7,166 MD en 2022 soit une baisse de 6,13 % par rapport à 2023. La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'établit à 32,66 % en 2024 contre 35,77 % en 2023 et 34,39 % en 2022.



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 32,18% en 2024 (15,02 % pour les frais d'acquisition et 17,15 % pour les charges de gestion) contre 35,50 % en 2023 (13,64 % pour les frais d'acquisition et 21,86 % pour les charges de gestion) et 34,96 % en 2022 (12,70 % pour les frais d'acquisition et 22,26 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Crédit

	EN MD							
	2022		2023		2024		En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%	Montant		
Frais d'acquisition	2,602	12,70	2,657	13,64	2,11	3,031	15,02	14,09
Autres charges de gestions nettes	4,564	22,26	4,259	21,86	-6,69	3,461	17,15	-18,74
TOTAL	7,166	34,96	6,916	35,50	-3,49	6,492	32,18	-6,13

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 13,536 MD en 2024 contre un excédent de 5,555 MD en 2023 et un excédent de 14,367 MD en 2022.

Les frais de gestion sont passés de 7,166 MD en 2022 à 6,916 MD en 2023 et à 6,492 MD en 2024.

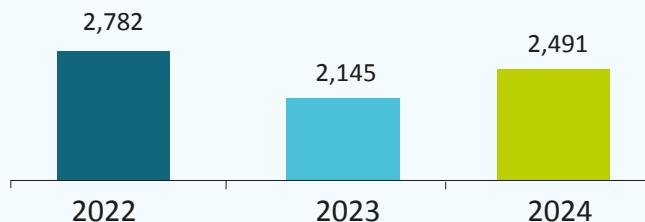
Le solde financier est passé de 1,933 MD en 2022, à 2,907 MD en 2023 et à 3,058 MD en 2024.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 6,352 MD en 2022 et d'un déficit de 0,599 MD en 2023 et à un déficit de 7,611 MD en 2023.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 2,491 MD en 2024 contre un excédent de 2,145 MD en 2023 et un excédent de 2,782 MD en 2022. Il représente 12,35 % des primes émises en 2024.

Résultat Technique de l'assurance Crédit

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Crédit

En DT

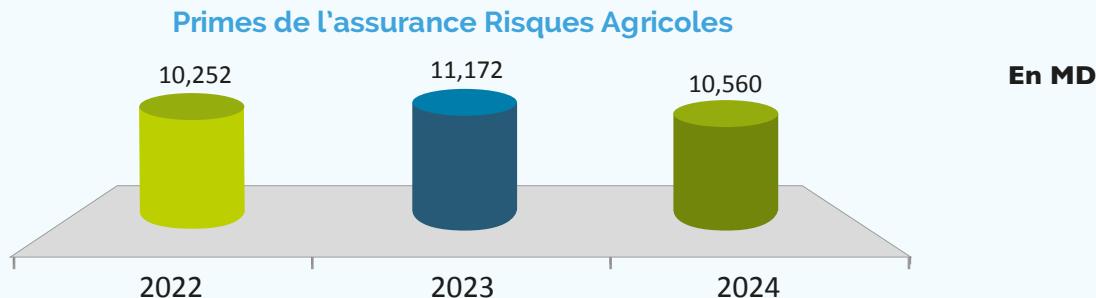
- Primes acquises	19 876 982
- Primes émises	20 176 250
- Variation des provisions pour primes non acquises	-299 268
- Charge de prestation	-6 341 361
- Prestation et frais payés	-13 189 574
- Variation des provisions pour sinistres à payer	8 905 116
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-316 557
- Autres charges techniques	-1 740 346
SOLDE DE SOUSCRIPTION	13 535 621
SOLDE DE GESTION	-6 491 961
SOLDE FINANCIER	3 058 092
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-7 610 649
RÉSULTAT TECHNIQUE	2 491 103

VII. L'ASSURANCE RISQUES AGRICOLES

1. Les Primes :

En 2024 le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 10,560 MD contre 11,172 MD en 2023 et 10,252 MD en 2022, enregistrant ainsi une baisse de 5,48 % en 2024.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,28 % en 2024 contre 0,33 % en 2023 et 0,32 % en 2022.



Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après

Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
I- G/CTAMA	3 986 403	38,88	3 808 683	34,09	3 450 354	32,67
2- STAR	1 129 701	11,02	1 562 346	13,98	2 567 964	24,32
3- LLOYD	2 835 576	27,66	3 724 520	33,34	2 046 541	19,38
4- COMAR	1 249 615	12,19	1 123 413	10,06	1 324 538	12,54
5- ASTREE	663 855	6,48	640 298	5,73	797 045	7,55
6- GAT	361 907	3,53	261 425	2,34	345 996	3,28
7- ZITOUNA TAKAFUL	-	-	12 435	0,11	24 905	0,24
8- EL AMANA TAKAFUL	20 750	0,20	36 930	0,33	2 819	0,03
9- MAE	4 248	0,04	2 202	0,02	-	-
TOTAL	10 252 055	100	11 172 252	100	10 560 162	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-13,15		8,98		-5,48	
EN % Du CA Totales	0,32		0,33		0,28	

La concentration des primes émises des deux premières entreprises

2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
G/CTAMA	66,54	G/CTAMA	67,43	G/CTAMA	56,99
LLOYD		LLOYD		STAR	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 66,54 % en 2022 à 67,43 % en 2023 à et 56,99 % en 2024.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 4,742 MD contre 8,236 MD en 2022 et 3,089 MD en 2022. Enregistrant ainsi une baisse de 42,42% en 2024.

Sinistres de l'assurance Risques Agricoles



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %	Evolution 24/23 %
I- G/CTAMA	1 916 403	4 108 386	49,88	1 838 724	38,77	-55,24
2- STAR	632 014	1 648 502	20,02	1 549 735	32,68	-5,99
3- GAT	142 372	456 119	5,54	677 899	14,29	48,62
4- COMAR	164 729	229 509	2,79	285 849	6,03	24,55
5- LLOYD	17 037	1 126 826	13,68	197 724	4,17	-
6- ASTREE	211 666	645 099	7,83	147 330	3,11	-77,16
7- ZITOUNA TAKAFUL	-	-	-	33 150	0,70	-
8- EL AMANA TAKAFUL	4 680	21 448	0,26	11 899	0,25	-44,52
TOTAL	3 088 901	8 235 889	100	4 742 310	100	-42,42

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de 0,141 MD en 2022 à 1,028 MD en 2023 et 0,222MD en 2024.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 31,26 % en 2022 et 93,43 % en 2023 à 44,3% en 2024.

	2022	Variat°. %	2023	Variat°. %	2024	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	3,089	62,15	8,236	166,62	4,742	-42,42
• Variation de provision pour sinistres à payer	0,141	-172,29	1,028	629,20	0,222	-78,42
• Charges sinistres	3,230	88,88	9,264	186,81	4,964	-46,41
• Primes acquises	10,331	-16,38	9,915	-4,02	11,174	12,69
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	31,26	17,42	93,43	62,17	44,43	-49,01

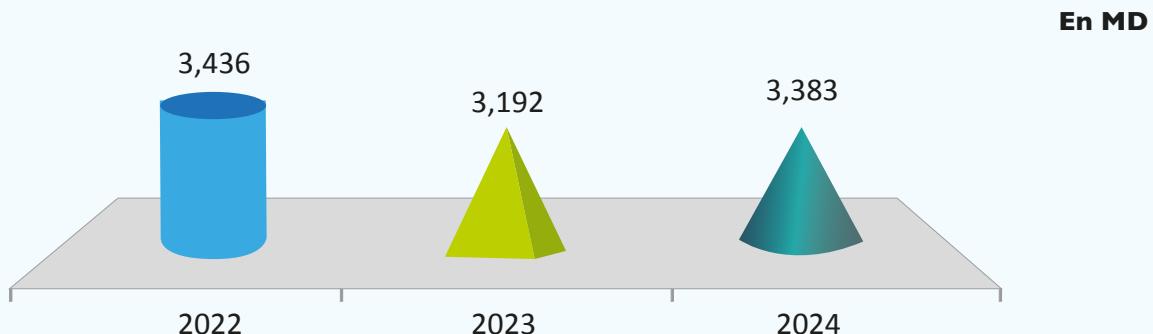
3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent à 3,383 MD en 2024 contre 3,192 MD en 2023 et 3,436 MD en 2022 soit une augmentation de 5,98 % par rapport à 2023.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 30,28 % en 2024 contre 32,19 % en 2023 et 33,27 % en 2022.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 32,04 % en 2024 (17,62 % pour les frais d'acquisition et 14,41 % pour les charges de gestion) contre 28,57 % en 2023 (14,39 % pour les frais d'acquisition et 14,18 % pour les charges de gestion) et 33,52 % en 2022 (14,20 % pour les frais d'acquisition et 19,32% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles



Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

	2022			2023			2024		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	1,456	14,20	-23,48	1,608	14,39	10,42	1,861	17,62	15,77
Autres charges de gestions nettes	1,980	19,32	-10,87	1,584	14,18	-19,99	1,522	14,41	-3,94
TOTAL	3,436	33,52	-16,69	3,192	28,57	-7,10	3,383	32,04	5,98

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 74,70 % en 2024 contre 125,63 % en 2023 et 64,53 % en 2022. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 50,93 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 79,04 % en 2024 contre 111,49 % en 2023 et 65,02 % en 2022.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 5,122 MD en 2024 contre un déficit de 0,556 MD en 2023 et un déficit de 7,482 MD en 2022.

Les frais de gestion sont passés de 3,437 MD en 2022 à 3,192 MD en 2023 et 3,383 MD en 2024.

Le solde financier est passé d'un excédent de à 0,599 MD en 2022 et un excédent de 1,248 MD en 2023 et 1,795MD en 2024.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 4,367 MD en 2022 à un déficit de 2,030MD en 2023 et un déficit de 3,010 MD en 2024.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 0,524 MD en 2024 contre un déficit de 3,419 MD en 2023 et un excédent de 0,278 MD en 2022.

Résultat Technique de l'assurance Risques Agricoles



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Agricoles

En DT

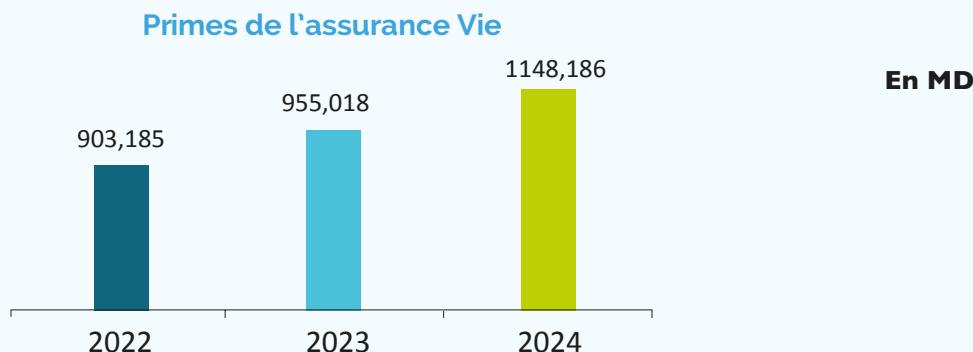
- Primes acquises	11 173 907
- Primes émises	10 560 162
- Variation des provisions pour primes non acquises	613 745
- Charge de prestation	-6 051 439
- Prestation et frais payés	-4 742 310
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-221 907
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-419 006
- Autres charges techniques	-668 216
SOLDE DE SOUSCRIPTION	5 122 468
SOLDE DE GESTION	-3 383 019
SOLDE FINANCIER	1 795 167
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-3 010 127
RÉSULTAT TECHNIQUE	524 489

VIII. L'ASSURANCE VIE

1. Les Primes :

En 2024, le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 1 148.186 MD contre 955,018 MD en 2023 et 903,185 MD en 2022 soit une augmentation de 20,23 % en 2024.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 28,36 % en 2022 et 27,71% en 2023 à 30,06 % en 2024.



Intitulé	2022	En %	2023	En %	2024	En %
I. ASSURANCES BIAT	117 419 120	13,00	146 257 601	15,31	168 830 836	14,70
2. ATTIJARI ASSURANCES	112 230 707	12,43	133 936 267	14,02	142 364 241	12,40
3. MAGHREBIA VIE	103 333 424	11,44	111 592 669	11,68	128 371 243	11,18
4. HAYETT	83 062 854	9,20	94 739 323	9,92	112 349 958	9,78
5. CARTE VIE	100 617 881	11,14	90 815 718	9,51	92 326 571	8,04
6. BH ASSURANCES	67 942 823	7,52	73 399 176	7,69	88 651 909	7,72
7. ASTREE	85 434 439	9,46	71 047 193	7,44	77 194 873	6,72
8. GAT VIE	53 897 856	5,97	58 703 594	6,15	72 354 649	6,30
9. STAR	38 744 706	4,29	42 593 745	4,46	54 434 452	4,74
10. UIB ASSURANCES	-	-	526	-	39 016 229	3,40
11. ZITOUNA TAKAFUL	29 116 216	3,22	30 680 585	3,21	34 896 720	3,04
12. AT-TAKAFULIA	6 102 905	0,68	12 364 927	1,29	28 711 500	2,50
13. BNA ASSURANCES	50 029 723	5,54	21 857 717	2,29	27 467 792	2,39
14. LLOYD VIE	8 421 566	0,93	10 368 381	1,09	22 783 185	1,98
15. MAE	10 789 533	1,19	16 594 796	1,74	17 034 657	1,48
16. G/CTAMA	15 665 066	1,73	16 495 752	1,73	16 134 704	1,41
17. EL AMANA TAKAFUL	8 738 711	0,97	9 260 060	0,97	11 891 047	1,04
18. COMAR	6 361 577	0,70	7 300 469	0,76	7 945 517	0,69
19. GAT	3 512 656	0,39	4 652 574	0,49	2 962 630	0,26
20. LLOYD	1 763 670	0,20	2 357 316	0,25	2 463 778	0,21
TOTAL	903 185 433	100	955 018 389	100	1 148 186 491	100
TAUX DE CROISSANCE En %	25,10		5,74		20,23	
EN % DES PRIMES TOTALES	28,36		27,71		30,06	

Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

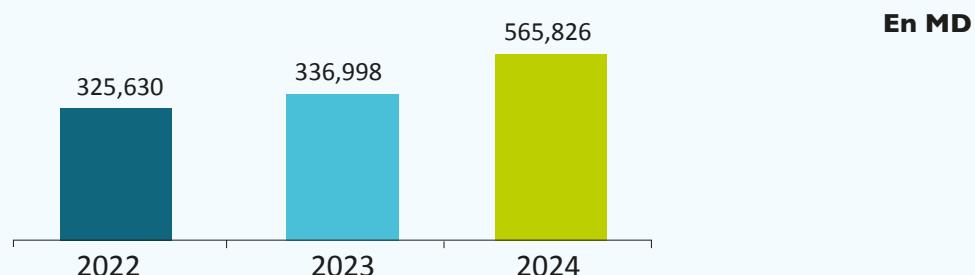
2022		2023		2024	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
ATTIJARI.ASS		ASS. BIAT		ASS. BIAT	
ASS. BIAT	36,87	ATTIJARI. ASS	40,01	ATTIJARI.ASS	38,28
MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE	

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 36,87 % en 2022 et 41,01% en 2023 à 38,28 % en 2024.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2024 ont atteint le montant de 565,826 MD contre 336,998 MD en 2023 et 325,630 MD en 2022 enregistrant ainsi une augmentation de 67,90% en 2024.

Sinistres de l'assurance Vie



Intitulé	2022	2023	En %	2024	En %	Evolution 24/23 %
1-ASTREE	28 039 273	34 088 799	10,12	163 680 855	28,93	380,16
2-ATTIJARI ASSURANCES	30 611 114	53 000 096	15,73	90 173 303	15,94	70,14
3-MAGHREBIA VIE	46 173 387	45 643 354	13,54	63 561 444	11,23	39,26
4-HAYETT	55 117 996	38 727 599	12,55	49 466 399	8,74	27,73
5-ASSURANCES BIAT	37 123 094	42 298 641	11,49	45 852 318	8,10	8,40
6-CARTE VIE	28 476 593	31 753 755	9,42	35 445 988	6,26	11,63
7-BH ASSURANCES	22 515 708	22 011 512	6,53	30 332 331	5,36	37,80
8-GAT VIE	26 533 243	17 791 453	5,28	26 622 549	4,71	49,64
9-STAR	14 234 412	14 623 793	4,34	14 001 264	2,47	-4,26
10-G/CTAMA	10 705 040	11 332 383	3,36	13 683 334	2,42	20,75
11-BNA ASSURANCES	4 611 845	7 944 399	2,36	10 237 947	1,81	28,87
12-ZITOUNA TAKAFUL	2 636 199	2 734 089	0,81	6 199 141	1,10	126,74
13-LLOYD VIE	6 002 876	4 540 225	1,35	5 441 975	0,96	19,86
14-MAE	1 853 267	2 886 094	0,86	2 439 901	0,43	-15,46
15-EL AMANA TAKAFUL	2 456 166	2 352 161	0,70	2 416 738	0,43	2,75
16-GAT	1 680 573	1 766 006	0,52	1 891 690	0,33	7,12
17-AT-TAKAFULIA	418 976	831 629	0,25	1 552 498	0,27	86,68
18-COMAR	1 186 774	2 013 535	0,60	1 455 698	0,26	-27,70
19-UIB ASSURANCES	-	79 643	0,02	742 774	0,13	-
20-LLOYD	5 253 893	578 980	0,17	627 964	0,11	8,46
TOTAL	325 630 429	336 998 143	100	565 826 111	100	67,90

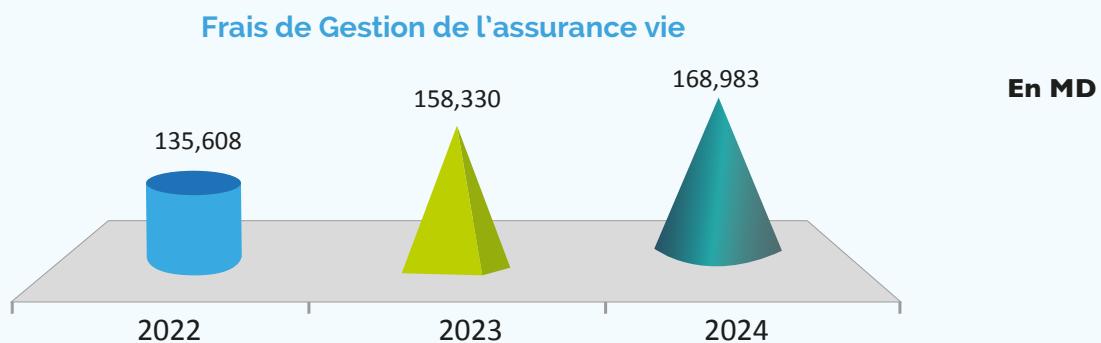
Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

La provision mathématique vie s'élève à 4 199,404 MD en 2024 contre 3 647,683 MD en 2023 et 3 087,295 MD en 2022 soit une augmentation de 15,13 % par rapport à 2023

	2022	2023	Variat°. %	2024	EN MD Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	325,630	336,998	3,49	565,826	67,90
• Variat° Provision pour sinistres à payer	535,187	573,532	7,16	573,651	0,02
• Cadence de règlement en %	37,83	37,01	-0,82	49,66	12,65
• Provision mathématique	3 087,295	3 647,683	18,15	4 199,404	15,13

3. Les Frais de Gestion:

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 168,983 MD en 2024 contre 158,330 MD en 2023 et 135,608 MD en 2022 soit une augmentation de 6,73 % en 2024.



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 14,72% en 2024 (9,74 % pour les frais d'acquisition et 4,98 % pour les charges de gestion) contre 16,58% en 2023 (11,76 % pour les frais d'acquisition et 4,81 % pour les charges de gestion) et contre 15,01 % en 2022 (10,38% pour les frais d'acquisition et 4,63 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Vie

	2022		2023		2024		EN MD	
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	93,792	10,38	112,349	11,76	19,79	111,860	9,74	-0,44
Autres charges de gestions nettes	41,816	4,63	45,981	4,81	9,96	57,123	4,98	24,23
TOTAL	135,608	15,01	158,330	16,58	16,76	168,983	14,72	6,73

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 4,147 MD en 2024 contre 37,675 MD en 2023 et 38,109MD en 2022.

Les frais de gestion sont passés de 135,608 MD en 2022 et de 158,330 MD en 2023 à 168,983 MD en 2024.

Le solde financier dégage un résultat de 318,141 MD en 2024 contre 278,229 MD en 2023 et 215,773 MD en 2022.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un excédent de 2,504 MD en 2022 à un déficit de 9,021 MD en 2023 à un déficit de 4,203 MD en 2024.

Le résultat technique est excédentaire de 149,103 MD en 2024 contre 148,553 MD en 2023 et 120,778 MD en 2022. Il représente 12,99 % des primes émises en 2024

Résultat Technique de l'assurance Vie



Compte d'exploitation de la branche vie

	En DT
- Primes acquises	I 148 186 491
- Primes émises	I 148 186 491
- Variation des provisions pour primes non acquises	0
- Charge de prestation	- I 144 039 585
- Prestation et frais payés	-565 826 111
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-573 651 310
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-1 826 850
- Autres charges techniques	-2 735 314
SOLDE DE SOUSCRIPTION	4 146 906
SOLDE DE GESTION	-168 983 190
SOLDE FINANCIER	318 141 366
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-4 202 502
RÉSULTAT TECHNIQUE	149 102 580

ANNEXES

- CHIFFRES D'AFFAIRES PAR BRANCHE ET PAR ENTRPRISE
- SINISTRES REGLES PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE
- COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (VIE ET NON VIE)
- COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (AFFAIRES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)
- TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2024
- LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

**CHIFFRES D'AFFAIRES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2024**

EN DT										
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Grève et Mortalité des Bétaill	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)
	1197 006 533	126 611 436	20 146 244	14 675 703	14 485 340	2 567 964	54 434 452	429 927 672	1 281 873	431 209 545
ASS. BIAT	39 404 020	27 297 814	16 597 060	17 575 423	9 865 764		168 830 836	279 570 917		279 570 917
COMAR	141 353 554	55 516 211	22 242 298	30 705 339	9 696 334	112 028	1 324 538	7 945 517	268 896 419	1 735 375
MAGHREBIA	96 424 553	113 430 581	21 964 558	30 696 020	5 027 756			267 543 468	1 086 248	268 629 716
GAT	153 615 125	50 574 988	15 666 555	17 794 831	16 000 764	345 996	2 962 630	256 960 889	2 810 502	259 771 391
ASTREE	84 922 674	34 503 323	14 968 963	25 070 215	12 034 945	2 298 389	797 045	77 194 873	251 790 427	1 620 673
LLOYD	120 014 226	28 146 459	31 574 311	18 609 760	13 008 091	2 046 541	2 463 778	215 863 166	570 575	216 133 741
MAE	174 326 957	4 146 405	8 062 863	1 336 794	3 823 105		17 034 657	208 730 781	765 971	209 196 752
G. CTAMA	150 527 691	22 740 600	1 643 344	1 867 033	456 339	3 450 354	16 134 704	206 920 065	178 279	207 098 344
BH ASSURANCES	41 793 000	45 326 470	7 577 079	9 333 998	6 020 490		88 651 909	198 702 946	919 867	199 622 813
BNA ASS.	132 054 742	7 698 460	1 654 038	2 928 203	2 328 214		27 467 792	174 131 449		174 131 449
CARTE	49 826 274	46 942 040	30 437 419	24 376 080	13 910 881	4 337 589		169 830 283	3 873 443	173 703 726
ATTIJARI ASIL.							142 364 241	142 364 241		142 364 241
MAGHREBIA VIE							128 371 243	128 371 243		128 371 243
ZITOUNA TAK.	67 352 465	9 365 190	7 463 758	4 506 771	2 335 689	24 905	34 898 720	125 945 498	140 504	126 086 002
HAYETT							112 349 958	112 349 958		112 349 958
CARTE VIE							92 326 571	92 326 571		92 326 571
GAT VIE							72 354 649	72 354 649		72 354 649
AT-TAKAFILA	30 664 060	4 167 130	1 891 440	1 932 244	1 655 611		28 711 500	69 021 985	85 424	69 107 409
EL AMANATAK	34 380 737	4 279 476	2 028 053	2 705 365	1 945 827	2 819	11 891 047	57 733 324		57 733 324
UIB ASS.							39 016 229	39 016 229		39 016 229
LLOYD VIE						4 005	22 783 185	22 783 185		22 783 185
COTUNACE							13 428 244		13 428 244	13 428 244
TOTAL	1 514 266 611	580 746 583	213 917 983	204 113 779	112 595 750	20 176 250	10 560 162	1 481 864 491	3 804 563 609	15 068 734
										3 819 632 434

**SINISTRES RÈGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2024**

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Gréve et Mortalité des Bétaill	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR & ACC)
STAR	150 424 219	117 255 867	7 286 588	4 814 013	4 160 295		1 549 735	1 152 464	14 001 264	300 644 445	2 187 171	302 831 616
ASTREE	51 396 571	36 229 462	4 879 602	5 310 332	2 266 399	404 067	147 330	79 693	163 680 355	264 414 311	184470	264 591 781
MAGHREBIA	50 250 989	105 797 658	7 145 304	13 510 250	- 255 890		105 401			176 553 712	919 595	177 473 307
COMAR	82 820 794	43 310 294	20 503 479	18 668 065	-1 220 883	67 256	285 849	455 438	1 455 698	166 345 990	3 411 247	169 757 237
GAT	82 073 618	49 900 562	4 210 492	4 853 842	5 027 380		677 899	180 368	1 891 690	148 815 851	2 165 914	150 981 765
G/CTAMA	95 869 121	18 222 132	1 511 387	381 535	109 667		1 838 724	268 779	13 683 334	131 884 679	87 241	131 971 920
LLOYD	71 011 197	27 839 024	13 215 395	10 349 952	1 361 235		197 724	105 586	627 964	124 708 077	70 770	124 776 847
BH ASSURANCES	25 883 231	39 865 978	660 117	20 039 666	779 010				30 332 331	117 560 333	78 428	117 638 761
CARTE	30 96 573	37 256 683	9 834 201	23 570 167	6 431 162	5 153 410	453 449			112 845 595	257 246	113 107 841
BNA ASS.	92 028 307	5 740 993	436 564	614 791	116 043				10 237 947	109 174 645		109 174 645
MAE	97 782 366	2 545 139	549 625	3 559	1 1205				2 439 901	103 331 795	106 171	103 437 966
ASS. BIAT	24 368 173	22 551 567	3 190 709	4 469 203	1 678 799				45 852 318	102 110 769		102 110 769
ATTJARIASS.									90 173 303	90 173 303		90 173 303
MAGHREBIA VIE									63 561 444	63 561 444		63 561 444
HAYETT									49 466 399	49 466 399		49 466 399
ZITOUNA TAK.	23 428 194	7 291 225	1050 901	291 831	377 262		33 150		6 199 141	38 671 704	5 915	38 677 619
CARTE VIE									35 445 988	35 445 988		35 445 988
GAT VIE									26 622 549	26 622 549		26 622 549
EL AMANA TAK.	16 215 225	3 630 055	185 632	128 286	540 927		11 899		2 416 738	23 128 762		23 128 762
AT-TAKAFUILA	12 595 468	3 256 514	269 461	438 906	293 158			1 552 498	18 406 005		5 640	18 411 645
COTUNACE							7 564 841			7 564 841		7 564 841
LLOYD VIE									30 5 441 975	5 441 975		5 441 975
UIB ASS.									742 774	742 774		742 774
TOTAL	906 343 996	520 693 153	74 929 457	107 394 398	21 695 769	13 189 574	4 742 310	2 801 178	565 826 111	2 217 615 946	9 479 808	2 227 095 754

**RESULTAT TECHNIQUE PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2024**

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Grève et Mortalité des Bétaill	Assurance Accidents du Travail	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS (AFF. DIR & ACC.)	TOTAL (AFF. DIR & ACC.)
COMAR	40 697 981	1 398 743	9 033 997	3 638 389	-1 560 675	-162 428	426 459	188 854	6 224 013	59 885 333	-280 048
ASTREE	8 662 086	-4 647 503	3 433 013	4 755 568	3 452 773	-242 680	-326 041	36 265	16 950 863	32 074 344	418 229
ASS. BIAT	3 390 413	-1 159 236	3 619 754	-10 962	474 264				24 927 290	31 241 520	31 241 520
GAT	31 514 775	-6 008 220	14 582	-595 425	1 121 517		-135 024	555 020	1 122 429	27 589 654	121 041
MAGHREBIA	30 868 123	-19 231 506	6 126 668	8 071 966	290 156		11 954		26 137 361	360 167	26 497 528
ATTIJARI ASS.									21 778 102		21 778 102
MAGHREBIA VIE									17 531 778		17 531 778
BH ASSURANCES	2 208 631	-1 415 946	725 033	-30 308	-82 088			9 716 516	11 121 818	331 836	11 453 654
BNA ASS.	22 847 965	-814 638	-1 567 359	615 861	-2 256 723			-3 417 617	15 407 489		15 407 489
G/CTAMA	8 368 034	-2 338 200	2 893 347	582 867	1 046 311		640 164	-57 710	3 547 743	14 682 556	32 058
STAR	16 123 620	-13 955 149	-2 267 482	-268 431	1 640 300		-276 639	-196 476	14 438 937	15 238 680	-932 883
HAYETT								13 642 315	13 642 315		13 642 315
CARTE	8 252 349	580 669	368 046	1 342 396	516 719		-232 853		10 827 326	459 317	11 286 643
MAE	95 128	629 598	1 466 516	1 106 647	1 377 006			6 094 965	10 769 860	-100 502	10 669 358
CARTE VIE								10 437 895	10 437 895		10 437 895
AT-TAKAFULLA	3 575 622	216 477	591 092	254 190	299 685			1 376 486	6 313 552	147 854	6 461 406
GAT VIE								5 949 734	5 949 734		5 949 734
LLOYD	5 930 733	-5 023 959	1 262 935	2 537 289	-561 490		241 760	-71 485	729 636	5 045 419	80 697
ZITOUNA TAK.	1 524 119	-1 496 832	1 676 538	34 964	191 314		-65 283		1 465 695	3 330 515	51 504
COTUNACE							2 896 211		2 896 211		2 896 211
LLOYD VIE								1 968 276	1 968 276		1 968 276
EL AMANA TAK.	-359 616	-757 628	255 120	309 115	15 165		19 093		1 621 248	1 102 497	1 102 497
UIB ASS.									-7 003 724	-7 003 724	-7 003 724
TOTAL	183 699 963	-54 023 350	27 631 800	22 344 126	5 964 234	2 491 103	524 489	233 569	149 102 580	337 968 511	688 370
											338 656 881

**COMpte D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2024 & PAR ENTREPRISE
(AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)**

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	Ass. Vie	Total (AFF. DIRECTES)	Acceptations (AFF. DIRECTES)	Total Acceptations (AFF. DIRECTES)	Total (AFF. DIR+ACC.)
1 primaires acquises	1 472 100 070	575 221 903	207 827 915	203 567 974	111 349 038	19 876 982	11 173 907	1 148 186 491	3 749 304 280	15 376 899	3 744 681	179	
2 primes émises	1 514 266 611	580 746 583	213 917 983	204 113 779	112 595 750	20 176 250	10 560 162	1 148 186 491	3 804 563 609	15 068 734	3 819 632	343	
3 variation des provisions pour primes non acquises	-42 166 541	-5 524 680	-6 090 068	-545 805	-1 246 712	-299 268	613 745		-55 259 329	308 165	-54 951	164	
4 charges de prestations	-1 043 004 531	-536 396 345	-60 110 225	-69 807 054	-22 988 772	-6 341 261	-6 051 439	-1 350 104 -1 144 039 585	-2 890 089 416	-9 893 781	-2 899 933	197	
5 prestation et frais payés	-906 343 996	-520 693 153	-74 929 457	-107 394 398	-21 695 769	-13 189 574	-4 742 310	-2 801 178	-565 826 111	-2 217 615 946	-9 479 808	-2 227 095	754
6 variation de provision pour prestation diverses	-149 916 792	-11 215 036	1 320 469	36 361 141	1 954 177	8 905 116	-221 907	253 916	-573 651 310	-673 210 226	-404 032	-673 614	258
7 provisions pour égualisation et équilibrage	1 700 000	-1 554 246	1 166 565	1 600 000		-316 557	-419 066	-1 826 850	349 906			349 906	
8 autres charges techniques	11 556 257	-2 933 910	-667 802	-373 797	-3 247 180	-1 740 346	-668 216	1 197 158	-2 735 314	386 850	-9 941	376 909	
9 solde de souscription	429 095 539	38 825 558	147 717 690	133 760 920	88 360 266	13 535 521	5 122 468	-1 350 104	4 146 906	859 214 864	5 483 118	864 697	982
10 frais d'acquisition	-267 565 767	55 336 404	-41 964 881	-16 334 431	-19 061 843	-3 031 283	-1 861 209	-16 251	-111 839 782	-534 031 851	-2 917 576	-536 949	427
11 autres charges de gestion nettes	-160 801 844	-36 203 308	-25 694 928	-19 759 235	-11 671 514	-3 460 678	-1 521 810	-169 937	-57 123 408	-316 406 662	-1 242 820	-317 649	482
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-428 367 611	-88 539 712	-67 659 809	-56 093 666	-30 733 357	-6 491 061	-3 383 019	-186 188	-168 983 190	-850 438 513	-4 160 396	-854 598	909
13 produits nettes des placements	218 008 307	16 525 805	29 883 619	20 824 623	8 234 395	3 381 706	1 975 337	1 737 944	329 931 607	630 563 343	1 082 819	631 646	162
14 participation aux résultats	-3 936 140	-9 453 837	-7 988 621	-4 947 629	-5 541 687	-323 614	-180 170	-11 790 241	-44 161 939	-87 956		-44 249 895	
15 solde financier	214 072 167	7 071 968	21 894 998	15 876 994	2 752 708	3 058 092	1 795 167	1 737 944	318 141 366	586 401 404	994 863	587 396	267
16 part réassureurs dans les primes acquises	-120 071 500	-35 303 688	-121 944 520	-165 268 260	-80 855 352	-14 134 417	-6 769 428	-65 802 702	-610 159 867	-5 521 885		-615 681	752
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	36 292 673	16 465 528	39 221 864	87 951 286	13 277 083	10 047 929	2 302 138	31 187	24 498 778	230 088 466	2 388 728	232 477	194
18 part réassureurs dans les charges de provision aux bénéfices et ristournes	17 160 037	-334 368	-15 174 000	-35 590 092	-1 447 756	-7 457 404	-115 590	730	12 014 263	-30 944 180	558 055	-30 386	125
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	1 302 961	2 739 000	4 038 949	2 229 242	268 448	217 260		2 287 013	13 082 873	8 667		13 091	540
20 commissions reçues des réassureurs	34 335 456	7 791 364	20 509 652	38 620 424	12 954 703	3 908 215	1 343 724	22 269 500	141 733 038	937 220	142 670	258	
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-119 759	326 922	-952 429	-563 303	-243 420	1 1769		530 646	-1 009 574			-1 009 574	
22 solde de réassurance	-31 100 132	-11 381 164	-74 321 082	-71 200 122	-54 415 383	-7 610 649	-3 010 127	31 917	-4 202 502	-257 209 244	-1 629 215	-258 838	459
résultat technique	183 659 963	-54 023 350	27 631 797	22 344 126	5 964 234	2 491 103	524 459	233 569	149 102 550	337 968 511	668 370	338 656 881	



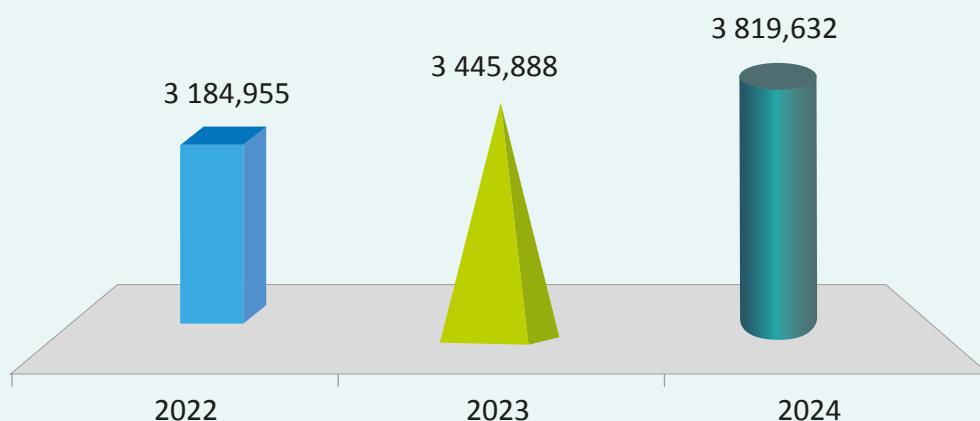
TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2024

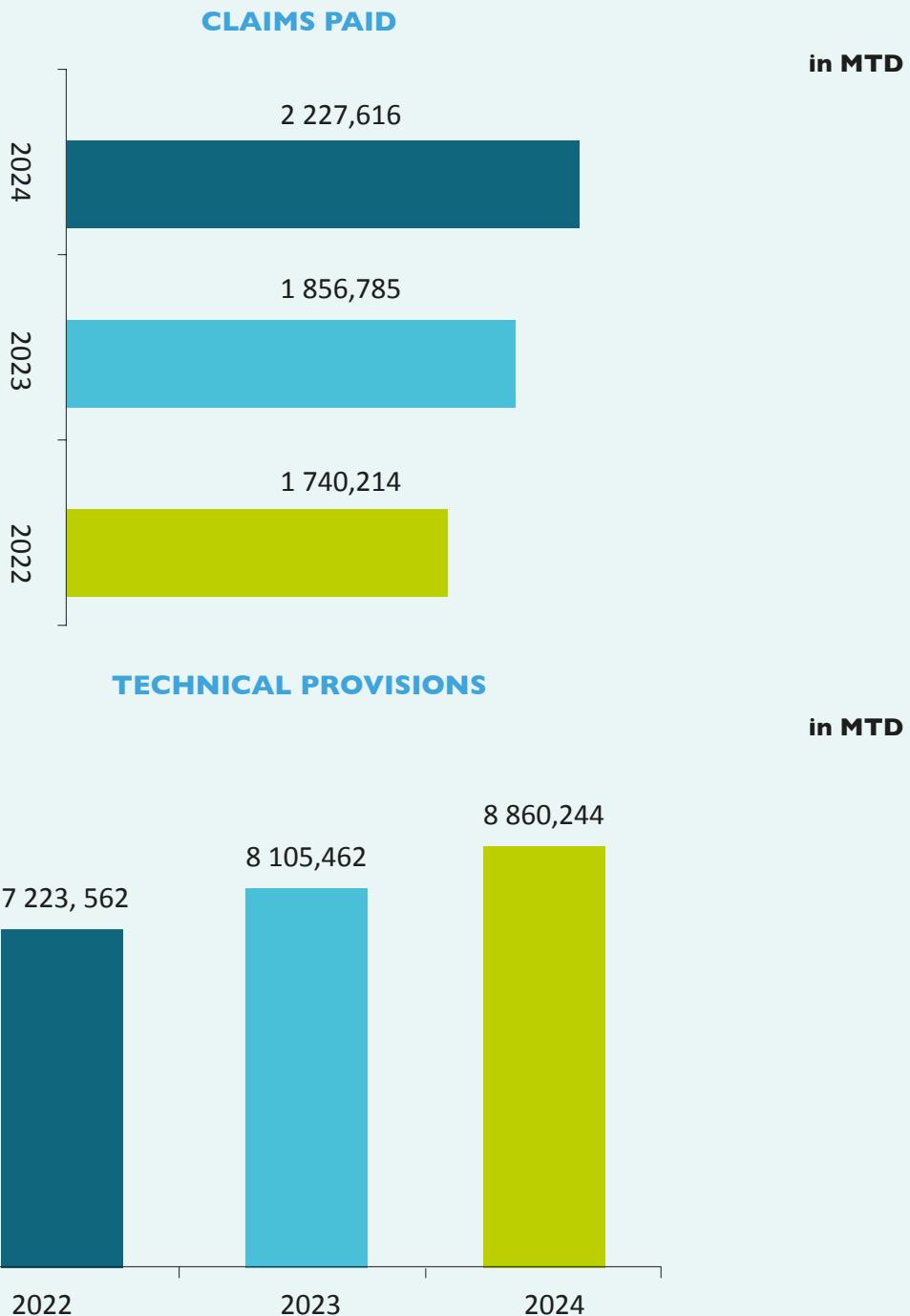
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

	2023	2024	Ev. 24/23 in %
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	3 445 888 426	3 819 632 434	10,85
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	1 856 785 182	2 227 095 754	19,94
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	787 438 722	854 598 909	8,53
Technical Provisions	8 105 462 202	8 860 244 220	9,31
Cessions and Retrocessions	576 520 113	615 681 752	6,79
Investments	9 188 972 437	10 033 810 862	9,19
Financial Balance	520 980 051	587 396 267	12,75
Reinsurance Balmance (cession results)	- 170 836 461	-258 838 459	51,51
Net Technical Results	272 162 299	338 656 881	24,43
Balance Sheet Results	277 321 012	319 165 090	15,09

WRITTEN PREMIUMS

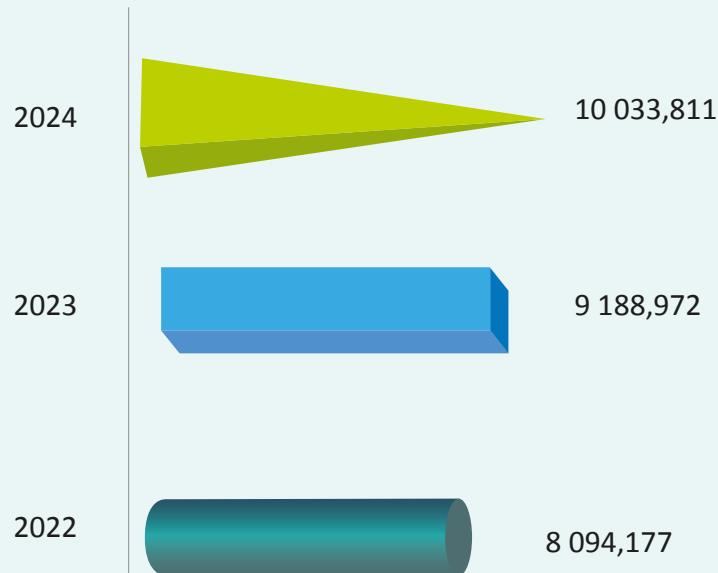
in MTD





INVESTMENTS

in MTD

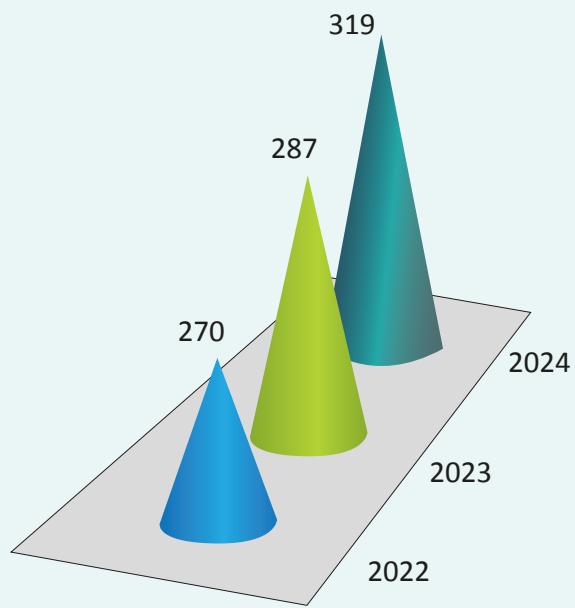
**RATE OF PENETRATION**

in %

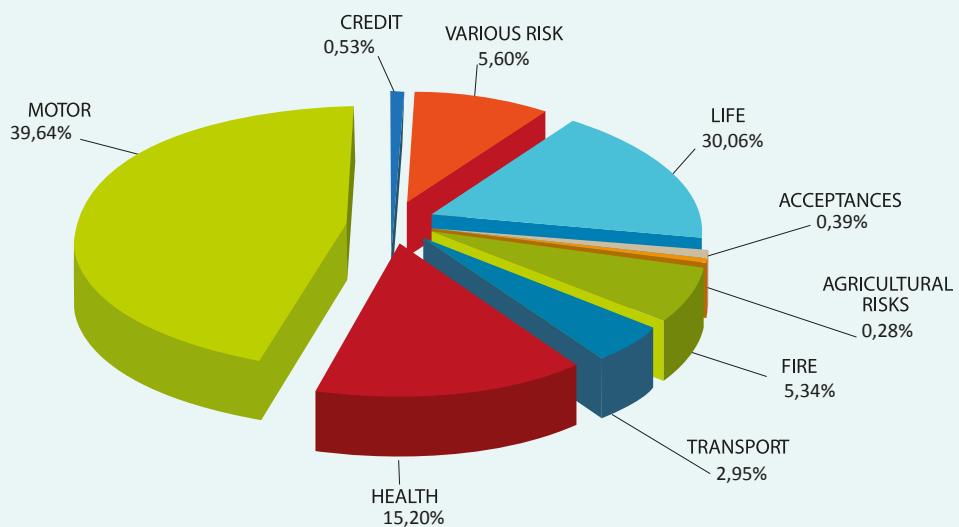


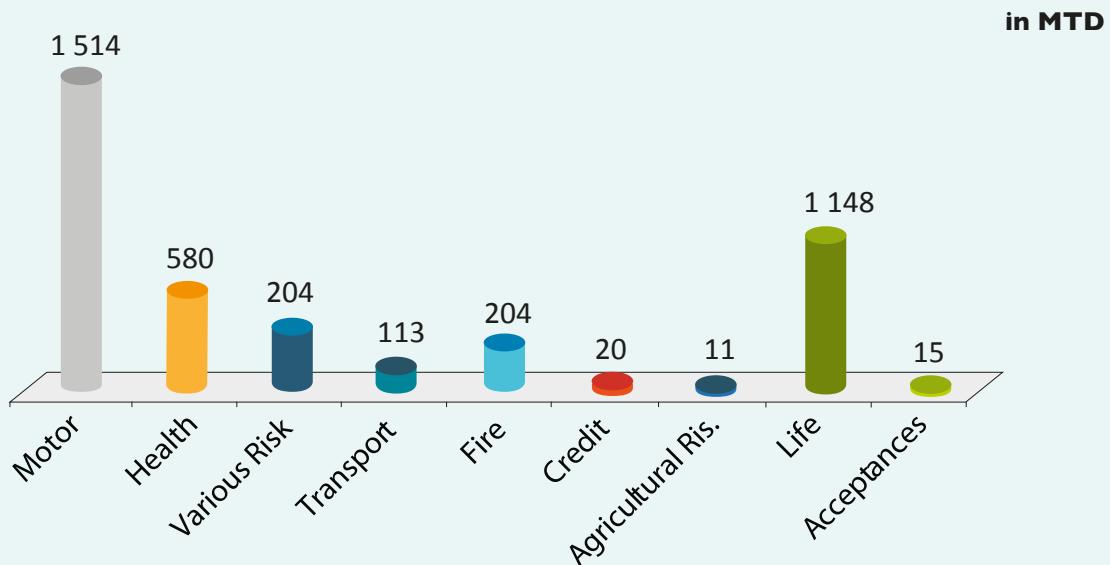
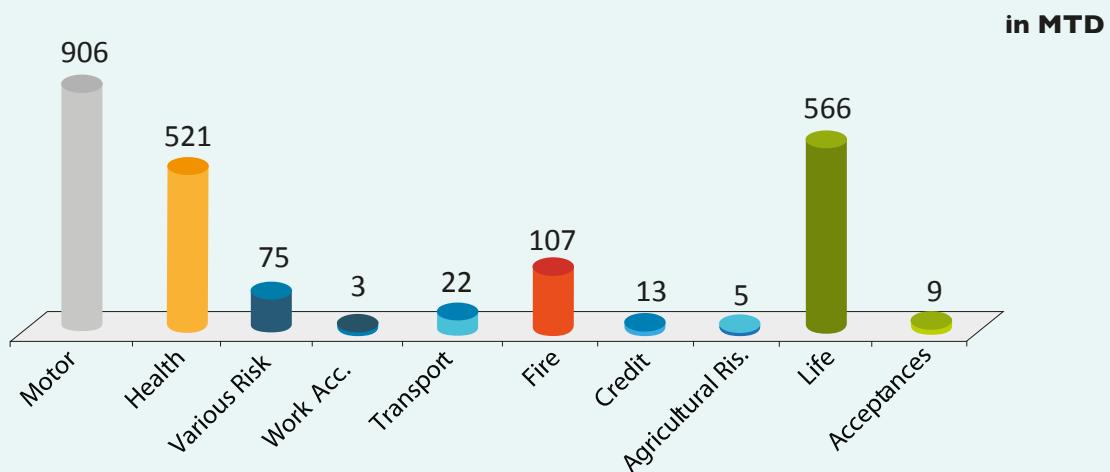
PREMIUMS PER CAPITA

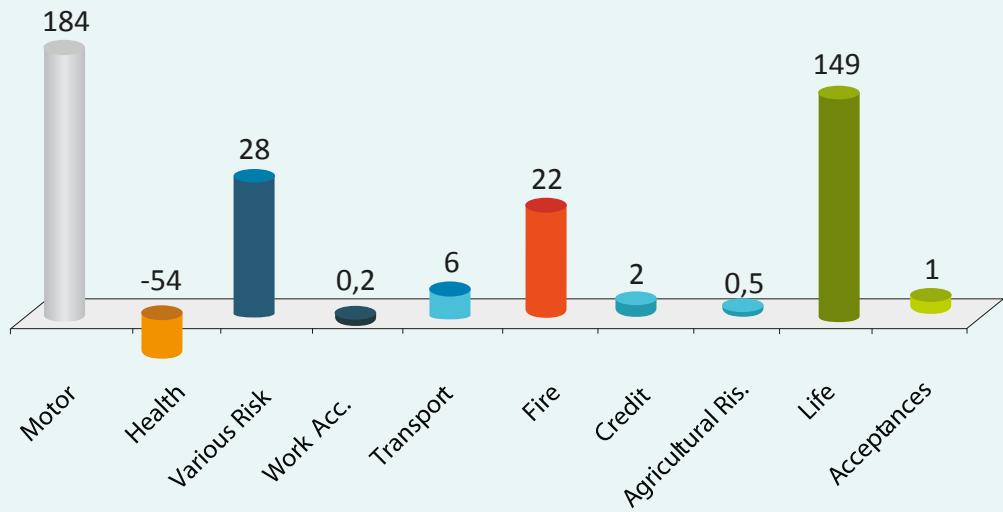
in TD

**STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH IN 2024**

in %



WRITTEN PREMIUMS BY BRANCH IN 2024**CLAIMS PAID BY BRANCH IN 2024**

TECHNICAL RESULTS BY BRANCH IN 2024**in MTD**



LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES



DG : **Faker RAIS**

Adresse : Cité Essanaouber - les Berges du Lac II 1053 Tunis

Téléphone : 70.026.001

Fax : 71.268.400

Site Web : www.assurancesami.com



DG : **Mehdi MASMOUDI**

Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac

Téléphone : 71.197.820

Fax : 71.197.810

Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



DG : **Moez DIMASSI**

Adresse : 45, Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis

Téléphone : 71.792.211

Fax : 71.794.723

Site Web : www.astree.com.tn



DG : **Abdellatif CHAABANE**
Adresse : 59, Avenue Alain Savary -1002 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



DG : **Tarek THAMRI**
Adresse : 15, Rue Jérusalem - Le Belvédère.Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



DG : **Mohamed Amel KARRAT**
Adresse : Angle rue winnipeg et Anneey - Les berges du lac - Tunis
Téléphone : 70.643.400
Fax : 70.242.616
Site Web :



DG : **Mehdi DOGHRI**

Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord/Tunis

Téléphone : 71.184.000

Fax : 71.184.184

Site Web : www.carte.tn



DG : **Anouar BEN EL HADJ ABDELLATIF**

Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis

Téléphone : 71.184.160

Fax : 71.184.170

Site Web : www.carte.tn



C'est plus sérieux

DG : **Lotfi BEN HAJ KACEM**

Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis

Téléphone : 71.333.400

Fax : 71.254.099

Site Web : www.comar.com.tn



PDG : **Nebgha DRISS**

Adresse : 14 Rue Borjine 1073- Montplaisir - Tunis

Téléphone : 71.908.600

Fax : 71.909.439

Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**

Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis

Téléphone : 71.843.900

Fax : 71.783.607

Site Web : www.gat.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**

Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis

Téléphone : 31 350 000

Fax : 71 783 607

Site Web : www.gat.com.tn



DG : **Lamjed BOUKHRIS**

Adresse : 100 Avenue de la liberté 1002 - Tunis

Téléphone : 70.556.800

Fax : 71.784.149

Site Web : www.ctamamga.com



DG : **Lotfi BEN HAJ KACEM**

Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis

Téléphone : 71.333.400

Fax : 71.254.099

Site Web : www.hayett.com.tn



DG : **Karim GHELALA**

Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis

Téléphone : 71.962.777

Fax : 71.962.440

Site Web : www.lloyd.com.tn



DG : **Yazid SELLAOUTI**
Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



إنت لينا و أحنا ليك

DG: **Lassaad ZARROUK**
Adresse : Complexe el Mechta Avenue Aouled Hafouz B.P. 1075 - 61 Tunis
Téléphone : 70.020.300
Fax : 71.845.440
Site Web : www.mae.tn



DG : **Sébastien SANCHEZ**
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghabria.com.tn



DG : Sébastien SANCHEZ

Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - 1002 Tunis

Téléphone : 71.840.488

Fax : 71.843.993

Site Web : www.maghrebia.com.tn



DG : Sami BANAOUES

Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord 1003 Tunis, Tunisie

Téléphone : 71.948.700

Fax : 71.948.364

Site Web : www.salim-ins.com



DG : Laurent THUILLIER

Adresse : 9 Rue de Palastine, cité des affaires Kheireddine. 2060 la Goulette. Tunisie

Téléphone : 70.255.000

Fax :

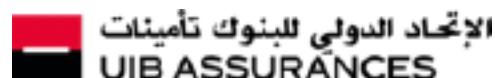
Site Web : www.star.com.tn



DG : Lamia BEN MAHMOUD
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir -BP1073 29 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : Makrem BEN SASSI
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse 1053 Lac II
Téléphone : 080 71.198
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn



GROUPE SOCIETE GENERALE

DG : Mondher KHABCHECHE
Adresse : Rue du Lac Turkana les berges du lac 1053 Tunis, Tunisie
Téléphone :
Fax : 70.221.710
Site Web :



DG : Hatem AMIRA
Adresse : 9 bis,Rue de la Nouvelle Delhi 1002- Tunis-Belvédère
Téléphone : 70.148.820
Fax : 70.148.839
Site Web : www.ftusanet.org

Rapport Annuel 2024



الجامعة التونسية لشركات التأمين
Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Fédération Tunisienne des sociétés d'Assurances : 9 Bis Rue de la Nouvelle Delhi - 1002 Tunis-Belvédère

الجامعة التونسية لشركات التأمين : 9 مكرر، نهج دلهي الجديدة 1002 تونس البليديار

الهاتف : 70 148 820 - Fax: 70 148 839 / 70 148 839

Email : contact@ftusa.tn / Site web : www.ftusanet.org